



BUDGET-PROGRAMME POUR 2013

Budget-programme pour 2013

Introduction

Le budget-programme a été préparé conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en dollars É.-U. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 18 882 502 dollars É.-U.

Le format du budget-programme de 2013 est aligné sur les priorités du nouveau Plan stratégique 2011-2015 adopté par les Membres à la Conférence du PROE qui s'est tenue à Madang (Papouasie-Nouvelle-Guinée) en 2010. Il conserve toutefois des aspects de l'état récapitulatif des dépenses et des recettes du PROE, qui établit un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Format du budget-programme

Le budget est structuré autour des quatre nouveaux programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance environnementale et gouvernance) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le Tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées.

Le Tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2013 s'élèvent à 3,16 millions de dollars, soit 4,7 % de plus qu'en 2012. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (2,29 M\$), appui aux programmes (799 770 \$), Changement climatique (17 600 \$), Biodiversité et gestion écosystémique (19 440 \$), Gestion des déchets et lutte contre la pollution (14 090 \$) et Surveillance environnementale et gouvernance (16 610 \$).

Le Tableau 3 présente les dépenses du budget de base par type. Les frais de personnel devraient augmenter de 7,8 % par rapport à 2012. Faute de crédits, cette augmentation ne tient pas compte du rajustement des traitements prévu pour 2012 (données annuelles du marché).

Le Tableau 4 résume le budget du programme de travail, dont les dépenses s'élèvent à 15,71 millions de dollars soit 4,42 millions de plus qu'en 2012. Ce montant comprend les produits reportés de l'exercice 2012 ainsi que de nouveaux financements.

Le Tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail par type de dépense.

La présentation du budget-programme de 2013 commence par une brève introduction de la nouvelle priorité stratégique, qui définit son but. Elle aborde ensuite les objectifs, cibles, indicateurs de performance et activités prévus pour 2013. Ceux-ci correspondent au Plan stratégique du PROE et sont corrélés avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Les prévisions budgétaires pour chaque résultat du Plan stratégique sont ventilées en trois catégories : frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Lorsqu'un financement est « À identifier », son inclusion repose sur l'existence d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité d'obtenir ce financement en 2013 soit au moins égale à 50 %. Sur la totalité des fonds requis pour 2013, 1,83 % des montants attendus des donateurs restent à identifier.

Budget-programme pour 2013

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour donner aux Membres une idée des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Dépenses

Les dépenses proposées pour 2013 s'élèvent à 18 882 502 dollars, soit 4 564 911 dollars ou 31,9 % de plus que le budget approuvé pour 2012 (14 317 591 dollars).

Cette augmentation est essentiellement liée à plusieurs projets du FEM, qui comprennent les projets sur le changement climatique financés par le FEM, le Projet océanien de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables (PIGGAREP), le Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC), le projet Prévention, contrôle et gestion des espèces allogènes envahissantes dans les îles du Pacifique (Alliance FEM-Pacifique), le projet FINPAC (gouvernement finlandais), le projet de l'USAID sur l'adaptation écosystémique et le projet sur la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) financé par la CE et le PNUÉ.

L'augmentation des dépenses entraînera la hausse des financements accordés aux Membres, soit par le biais de subventions directes, soit dans le cadre d'une assistance financière visant des activités ou formations convenues dans les pays. Cette tendance à la hausse est susceptible de se poursuivre compte tenu des projets en cours et des projets en préparation pour lesquels un financement est attendu en 2013.

Recettes

Le budget de 2013 est essentiellement financé par les donateurs. Les fonds totaux disponibles pour l'année 2013 s'élèvent à 18 882 502 dollars É.-U. répartis comme suit : a) 3 165 195 dollars de recettes de base et de contributions complémentaires des Membres ; et b) 15 717 307 dollars de financement de projets et de programmes provenant des partenaires de développement et des donateurs. La majeure partie (84,4 %) des recettes anticipées pour l'exercice provient des donateurs, contre 6,2 % pour les contributions des Membres (contributions impayées comprises) et 9,4 % pour les sources internes.

Les contributions annuelles volontaires des Membres s'élèvent à 935 572 dollars et ne représentent que 4,95 % des recettes totales pour 2013. Une augmentation de 20 % des contributions des Membres (187 114 dollars É.-U.) est recommandée par le Secrétariat pour 2013 et est incluse dans ce budget.

Le Secrétariat prévoit de toucher, en 2013, 1 120 509 dollars de frais de gestion de programmes, contre 950 254 dollars en 2012. Cette hausse est due à l'augmentation des financements de projets en cours ou à venir assurés par les donateurs à compter de janvier 2013. Il est important de noter que les frais de gestion de programmes ne sont pas prélevés sur les financements directs accordés aux Membres, comme la majorité des financements reçus des projets FEM-PNUD.

Documents présentés au titre du budget-programme pour 2013

- A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (Tableau 1)
 - B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (Tableau 2)
Financement du budget de base moins dépenses par type (Tableau 3)
 - C. Financement du programme de travail moins dépenses par programme (Tableau 4)
 - D. Financement du programme de travail moins dépenses par type (Tableau 5)
 - E. Composition des financements
 - F. Barème et allocation des contributions pour 2013
 - G. Présentation détaillée du budget-programme
 - H. Analyse budgétaire détaillée par résultat
 - I. Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services administratifs
- Annexes – Diagramme 1 – Dotation budgétaire pour 2012 par division
Diagramme 2 – Dotation budgétaire pour 2013 par division
Diagramme 3 – Évolution du budget entre 2002 et 2013

ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES ET DES RECETTES DU PROE - 2013 (montants en dollars É.-U.)									
	Budget approuvé pour 2012			Budget révisé pour 2012			Budget pour 2013		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES	3,022,564	11,295,027	14,317,591	3,022,564	11,295,027	14,317,591	3,165,195	15,717,307	18,882,502
DÉPENSES									
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS									
Haute direction	719,210	29,148	748,358	719,210	29,148	748,358	841,774	128,740	970,514
Services généraux	1,424,819		1,424,819	1,424,819		1,424,819	1,279,225		1,279,225
Information et communications	815,184		815,184	815,184		815,184	976,456		976,456
Direction générale et services administratifs	2,959,213	29,148	2,988,361	2,959,213	29,148	2,988,361	3,097,455	128,740	3,226,195
PROGRAMMES									
Changement climatique	16,350	6,169,164	6,185,514	16,350	6,169,164	6,185,514	17,600	10,240,208	10,257,808
Biodiversité et gestion écosystémique	19,310	3,416,191	3,435,501	19,310	3,416,191	3,435,501	19,440	2,914,016	2,933,456
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	11,910	804,629	816,539	11,910	804,629	816,539	14,090	1,007,050	1,021,140
Surveillance environnementale et gouvernance	15,781	875,895	891,676	15,781	875,895	891,676	16,610	1,427,293	1,443,903
Total programmes	63,351	11,265,879	11,329,230	63,351	11,265,879	11,329,230	67,740	15,588,567	15,656,307
TOTAL GÉNÉRAL	3,022,564	11,295,027	14,317,591	3,022,564	11,295,027	14,317,591	3,165,195	15,717,307	18,882,502
Excédent/(Déficit) net	-			0	0	0	0	0	0

Tableau 1 : État récapitulatif des dépenses et des recettes 2013

BUDGET DE BASE (montants en dollars É.-U.)				
	Budget approuvé 2012	Budget révisé 2012	Budget 2013	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	-
Arriérés de contribution	100,000	100,000	50,000	
Contributions supplémentaires			187,114	
Intérêts	225,000	225,000	350,000	- 0.10
Divers	300,000	300,000	300,000	
Services de gestion des programmes	950,254	950,254	1,120,509	14.8
Financement par les bailleurs	101,704	101,704	222,000	154.26
<i>Plus reports :</i>				
Excédents des exercices précédents	410,034	410,034	-	151.93
RECETTES ET REPORTS	3,022,564	3,022,564	3,165,195	13.54
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	2,959,214	2,959,214	3,097,455	16.75
Changement climatique	16,350	16,350	17,600	-67.8
Biodiversité et gestion écosystémique	19,310	19,310	19,440	-36.0
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	11,910	11,910	14,090	
Surveillance environnementale et gouvernance	15,780	15,780	16,610	
DÉPENSES TOTALES	3,022,564	3,022,564	3,165,195	13.54
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 2 Financement du budget de base moins dépenses par programme

	Budget approuvé 2012	Budget révisé 2012	Budget 2013	Évolution (en %)
RECETTES ET REPORTS				
RECETTES				
Contributions des Membres	935,572	935,572	935,572	-
Arriérés de contribution	100,000	100,000	50,000	
Contributions supplémentaires			187,114	
Intérêts	225,000	225,000	350,000	- 0.10
Divers	300,000	300,000	300,000	
Services de gestion des programmes	950,254	950,254	1,120,509	14.8
Financement par les bailleurs	101,704	101,704	222,000	154.26
<i>Plus reports :</i>				
Excédents des exercices précédents	410,034	410,034	-	151.93
RECETTES ET REPORTS	3,022,564	3,022,564	3,165,195	13.54
DÉPENSES				
Personnel	1,805,904	1,805,904	1,947,090	4.02
Dépenses en capital	241,100	241,100	81,500	407.50
Consultants	34,000	34,000	39,500	-1.50
Déplacements officiels	102,500	102,500	133,000	3.01
Frais généraux et fonctionnement	576,060	576,060	643,605	8.15
Amélioration des résultats du personnel	50,000	50,000	50,000	
Manifestations spéciales (dont Conférence du PROE)	213,000	213,000	213,500	33.10
Formation (y compris ateliers et réunions)	-	-	57,000	
DÉPENSES TOTALES	3,022,564	3,022,564	3,165,195	13.54
Excédent/(Déficit) net	-	-	-	

Tableau 3 : Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2012	Budget révisé 2012	Budget 2013
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,204,158	1,204,158	1,400,584
NZAID	985,435	985,435	1,008,390
Financement direct			
Banque asiatique de développement			119,260
AusAID	246,791	246,791	1,830,210
Aus tripartite	67,765	67,765	-
Secrétariat du Commonwealth	94,500	94,500	-
Conservation International	135,175	135,175	-
Institut météorologique finlandais	78,100	78,100	368,385
AFD	299,790	299,790	272,025
OMI	56,650	56,650	55,000
Japon	123,300	123,300	193,500
NZXXB	137,265	137,265	70,440
NOAA	381,370	381,370	-
République populaire de Chine	48,295	48,295	-
Ramsar	203,527	203,527	86,045
Taiwan-République de Chine	33,350	33,350	40,000
TNC	16,015	16,015	-
FEM-PNUD	4,671,559	4,671,559	7,321,682
PNUE	1,783,143	1,783,143	1,392,208
USAID	-	-	859,715
Autres donateurs	348,533	348,533	354,705
À identifier	380,306	380,306	345,158
Recettes totales	11,295,027	11,295,027	15,717,307
DÉPENSES			
Changement climatique	6,169,164	6,169,164	10,240,208
Biodiversité et gestion écosystémique	3,416,191	3,416,191	2,914,016
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	804,629	804,629	1,007,050
Surveillance et gouvernance environnementales	875,895	875,895	1,427,293
Direction générale et services administratifs	29,148	29,148	128,740
Dépenses totales	11,295,027	11,295,027	15,717,307
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 4 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par programme

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL
(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2012	Budget révisé 2012	Budget 2013
RECETTES			
Financement de programmes			
AusAID	1,204,158	1,204,158	1,400,584
NZAID	985,435	985,435	1,008,390
Financement direct			
Banque asiatique de développement			119,260
AusAID dont ICCAI	246,791	246,791	1,830,210
AusAID Tripartite	67,765	67,765	-
Secrétariat du Commonwealth	94,500	94,500	-
Conservation International	135,175	135,175	-
Institut météorologique finlandais	78,100	78,100	368,385
AFD	299,790	299,790	272,025
OMI	56,650	56,650	55,000
Japon	123,300	123,300	193,500
NZXXB	137,265	137,265	70,440
NOAA	381,370	381,370	-
République populaire de Chine	48,295	48,295	-
Ramsar	203,527	203,527	86,045
Taiwan-République de Chine	33,350	33,350	40,000
TNC	16,015	16,015	-
FEM-PNUD	4,671,559	4,671,559	7,321,682
PNUE	1,783,143	1,783,143	1,392,208
USAID	-	-	859,715
Autres donateurs	348,533	348,533	354,705
À identifier	380,306	380,306	345,158
Recettes totales	11,295,027	11,295,027	15,717,307
DÉPENSES PAR TYPE			
Personnel	2,859,301	2,859,301	3,643,254
Consultant	634,000	634,000	1,489,013
Frais généraux et fonctionnement	839,683	839,683	1,074,503
Capital (équipements inclus)	46,150	46,150	47,450
Déplacements officiels	1,133,660	1,133,660	1,231,892
Formation (y compris ateliers et réunions)	2,874,681	2,874,681	1,589,930
Subventions	2,907,552	2,907,552	6,641,265
Dépenses totales	11,295,027	11,295,027	15,717,307
Excédent/(Déficit) net	-	-	-

Tableau 5 : Financement du budget du programme de travail moins dépenses par type de dépense

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2013

SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET	Part du budget (%)		Totaux
I) Budget de base			1,172,686
- Contributions actuelles des membres	4.95%	935,572	
- Arriérés de contribution	0.26%	50,000	
- Autres contributions des membres	0.99%	187,114	
II) Autres recettes			650,000
- Intérêts	1.85%	350,000	
- Excédents des exercices précédents	0.00%	-	
- Autres recettes	1.59%	300,000	
III. Services de gestion des programmes			1,120,509
- Services de gestion des programmes	5.93%	1,120,509	
IV. Financement externe			
A). Financement bilatéral			5,706,864
Australie			
- AusAID - Extra-budgétaire	7.42%	1,400,584	
- AusAID - Extra extra-budgétaire	10.07%	1,902,210	
France			
- Gouvernement français	1.44%	272,025	
Japon	1.02%	193,500	
Nouvelle-Zélande			
- NZAID - Extra-budgétaire	5.34%	1,008,390	
- NZAID - Extra extra-budgétaire	0.37%	70,440	
États-Unis			
- USAID	4.55%	859,715	
B). Financement multilatéral			9,532,580
- Banque asiatique de développement	0.63%	119,260	
- Secrétariat du Commonwealth	0.00%	-	
- Institut météorologique finlandais	1.95%	368,385	
- Fonds pour l'environnement mondial - PNUD	38.77%	7,321,682	
- Organisation maritime internationale	0.29%	55,000	
- Secrétariat de la Convention de Ramsar	0.46%	86,045	
- République populaire de Chine	0.79%	150,000	
- Taïwan-République de Chine	0.21%	40,000	
- CE/Programme des Nations Unies pour l'environnement	7.07%	1,334,762	
- Programme des Nations Unies pour l'environnement	0.30%	57,446	
C). Autres			354,705
- Donateurs divers	1.88%	354,705	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS			\$18,537,344
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER	1.83%		\$345,158
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES	100.00%		\$18,882,502

BARÈME ET ALLOCATION DES CONTRIBUTIONS DES POUR L'EXERCICE 2013

	<i>Barème approuvé du PROE</i>	<i>Quotes-parts actuelles</i>
	%	\$
Samoa américaines	1.089%	10,184
Australie	19.785%	185,106
Îles Cook	1.089%	10,184
États fédérés de Micronésie	1.089%	10,184
Fidji	2.176%	20,360
France	14.344%	134,202
Polynésie française	2.176%	20,360
Guam	2.176%	20,360
Kiribati	1.089%	10,184
Îles Marshall	1.089%	10,184
Nauru	1.089%	10,184
Nouvelle-Calédonie	2.176%	20,360
Nouvelle-Zélande	14.344%	134,202
Nioué	1.089%	10,184
Mariannes du Nord	1.089%	10,184
Palaos	1.089%	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.176%	20,360
Samoa	2.176%	20,360
Îles Salomon	2.176%	20,360
Tokélaou	1.089%	10,184
Tonga	1.089%	10,184
Tuvalu	1.089%	10,184
États-Unis d'Amérique	19.965%	186,787
Vanuatu	2.176%	20,360
Wallis et Futuna	1.089%	10,184
Total	100.000%	935,572

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE

Objectif : *D'ici 2015, tous les Membres auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone*

Contexte stratégique

Les États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) sont très vulnérables aux impacts du changement climatique, lequel restera une priorité essentielle du PROE en 2013. Le Secrétariat pourra ainsi apporter un soutien opportun aux Membres pour répondre à leurs priorités nationales en matière d'adaptation et d'atténuation et réduire les risques qui pourraient menacer les processus de développement.

Le PROE continuera d'aider les Membres à faire face aux défis liés au changement climatique en fournissant des conseils et un appui techniques, en conformité avec les politiques nationales, le Cadre océanique d'intervention sur les changements climatiques (PIFACC) et la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS). L'intégration du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes aux niveaux régional et national se poursuivra en 2013 dans le cadre de deux nouveaux projets, à savoir le Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR), financé par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, et le projet Finlande-Océanie pour la réduction de la vulnérabilité des moyens de subsistance des pays insulaires du Pacifique sous l'effet du changement climatique (FINPAC), financé par le gouvernement finlandais. Les deuxièmes phases de l'ICCAI (gouvernement australien), du Programme scientifique océanique sur le changement climatique (PCCSP) et du Programme océanique d'assistance aux stratégies d'adaptation (PASAP) joueront un rôle important dans l'intégration du changement climatique, l'application de la science du changement climatique dans la planification du développement et l'amélioration de la résilience des écosystèmes. De même, le renforcement des capacités nationales pour faire face aux risques liés au changement climatique est resté une priorité du PACC, du PIGGAREP et des activités de soutien à l'adaptation menées par l'USAID.

Les activités prévues pour 2013 comprennent :

- Soutien continu à la mise en œuvre du PIFACC
- Poursuite de la mise en œuvre du PACC et du PIGGAREP
- Coordination de la mise en œuvre de la PIMS grâce à l'élaboration de stratégies de financement, en consultation avec les partenaires et les services météorologiques nationaux

- Soutien à la coordination régionale sur le changement climatique, par le biais du Sous-comité du CORP sur le changement climatique et de son groupe de travail, du portail sur le changement climatique, de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR) et de la mise en œuvre de la feuille de route sur la gestion des risques liés au changement climatique et aux catastrophes
- Soutien continu au renforcement des capacités nationales en matière d'accès aux ressources sur le changement climatique, à la mise en œuvre sur le terrain et à la formation sur les négociations et les processus de la CCNUCC
- Renforcement des capacités nationales sur l'application et la diffusion des données scientifiques sur le changement climatique, notamment du SMOC et du GOOS

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

Nom	Poste
Netatua Pelesikoti	Directrice de la division Changement climatique
Joyce Tulua	Secrétaire de la Directrice/Assistante de division
Vacant	Assistant technique sur le changement climatique
Espen Ronneberg	Conseiller en changement climatique
Neville Koop	Conseiller en météorologie et climatologie (Secrétariat du Commonwealth)
Vacant	Spécialiste de la météorologie et de la climatologie
Rachael Dempsey	Spécialiste du changement climatique (GIZ)
Aaron Buncle	Économiste des ressources naturelles (Secrétariat du Commonwealth)
Tagaloa Cooper	Conseiller en coordination sur le changement climatique (en collaboration avec la CPS)
Philip Wiles	Chargé du PI-GOOS
Makelesi Gonelevu	Spécialiste de la gestion du savoir sur le changement climatique
Taito Nakalevu	Responsable du PACC
Peniamina Leavai	Chargé de la planification de l'adaptation (PACC)
Diane McFadzien	Conseillère en adaptation au changement climatique
<i>Vacant – (50 % avec la division Biodiversité et gestion écosystémique)</i>	<i>Chargé de la communication sur le changement climatique</i>
Siliá Ualesi	Responsable du PIGGAREP
Nixon Kua	Spécialiste de l'atténuation du changement climatique

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
CC1 : Mise en œuvre de mesures d'adaptation						
CC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophes						
C1.1.1 L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.	1.1.1.1 Au moins 10 ÉTIO ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique à leurs stratégies nationales de développement	<ul style="list-style-type: none">Au moins 2 pays reçoivent un appui en vue de l'élaboration de Plans d'action nationaux conjoints (JNAP).Au moins 2 pays reçoivent une assistance en vue de l'intégration du changement climatique dans les politiques et stratégies sectorielles ou de l'élaboration de politiques nationales sur le changement climatique, en utilisant des directives régionales et nationales.Activités de communication, de diffusion et de sensibilisation aux politiques nationales adoptées, y compris par le biais du Portail océanien sur le changement climatiqueDirective nationale sur la gestion des déchets des catastrophes climatiques élaboréeIntégration des considérations liées au changement climatique dans le manuel d'exploitation d'un site d'élimination des déchets, en vue de leur utilisation dans d'autres structures connexesOuvrages réalisés pour renforcer la résistance au changement climatique et améliorer un site d'élimination dans un pays pilote (amélioration du drainage, clôturage et entreposage à moyen terme de matières dangereuses)Au moins deux ateliers de formation organisés dans un pays pilote pour renforcer les capacités des agents locaux sur les applications des manuels/directives élaborés en vue de la gestion intégrée des décharges et du recyclage des déchets pour réduire la vulnérabilité au changement climatique liée aux déchetsNiveau de référence établi pour le suivi et l'évaluation et rapports sur l'état d'avancement diffusés par le biais du portail sur le changement climatique et d'autres moyens accessibles.Un document, rédigé par un spécialiste, identifiant les principaux enjeux et défis liés à l'intégration du changement climatique et des risques de catastrophes dans les plans sectoriels et nationaux dans le Pacifique.Évaluation rapide et rapport réalisés sur l'adaptation écosystémique dans le cadre de l'intégrationÉvaluations économiques de l'adaptation écosystémique réalisées pour des sites spécifiquesMéthodes d'évaluation rapide de l'adaptation écosystémique modifiées et testées pour intégrer le climat et les risques de catastrophes	Sous-total – 548 127		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				87 907	460 220	0
				Source de financement		
				BAsD	59 630	
				AUXB	62 113	
Soutien aux prog.	1 584					
USAID	424 800					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
	1.1.1.2 D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant à ce projet	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de projets pilotes dans les secteurs associés au littoral, à la sécurité et la production alimentaires et à l'eau dans au moins 7 ÉTIO Élaboration et publication des directives sur l'intégration et l'analyse coûts-avantages Au moins un atelier interrégional sur les enseignements tirés en matière d'adaptation au changement climatique et de prévention des risques de catastrophes naturelles Études de cas élaborées et appliquées à partir des expériences et des enseignements tirés de la mise en œuvre du PACC dans les pays Communication et documentation des enseignements du PACC en se fondant sur les activités nationales. Communication et documentation des enseignements du projet PACC+ à Kiribati Élaboration d'un guide ou manuel sur les meilleures pratiques concernant les processus de développement de l'adaptation dans le secteur de la gestion des déchets Base de données créée sur les technologies et mesures d'adaptation adaptées au Pacifique dans le cadre du Portail océanien sur le changement climatique. Bilan dressé d'au moins 5 études de cas sur l'adaptation. Supports de sensibilisation à l'adaptation écosystémique élaborés Assistance en matière de renforcement des capacités et orientations sur l'intégration de l'adaptation écosystémique dans le processus de révision des PANSB mises en œuvre 	Sous-total – 4 066 219		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				97 942	3 968 277	0
		<ul style="list-style-type: none"> Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Formation sectorielle sur la vulnérabilité et l'adaptation (sécurité alimentaire, eau, processus et aménagement côtiers) et évaluation des risques Formation sur l'évaluation intégrée des risques, dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre de mesures d'adaptation, dispensée aux équipes nationales chargées du PACC dans au moins 5 pays 	Source de financement		
				BAsD AUXB AUXXB FEM – PNUD USAID	59 630 38 981 55 000 3 901 608 11 000	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
CC1.2 – Stratégie : Amélioration des partenariats et de la participation de l'ensemble des intervenants régionaux et internationaux, et renforcement des actions coordonnées de réduction des risques des incidences du changement climatique en conformité avec les dispositions du Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques révisé, à l'appui des initiatives et priorités nationales						
C1.1.2 Initiatives et activités régionales sur le changement climatique bien coordonnées, cohérentes et menées en partenariat	1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	<ul style="list-style-type: none">Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptationSystèmes de gestion régionaux et efficaces en place à l'appui des projets	<ul style="list-style-type: none">Appui aux travaux de la PCCR, pour permettre une meilleure coordination régionale de l'adaptationDécisions de la PCCR dûment mises en œuvreGrille électronique sur les travaux d'adaptation menés dans la région élaborée et reliée au Portail sur le changement climatique.Participation à la réunion des partenaires de développement sur le changement climatique (DPCC)Participation au Sous-comité du CORP sur le changement climatique et à son groupe de travail (WACC).Rapports sur les activités régionales sur le changement climatique, dont le suivi et l'évaluation du PIFACC, le Plan pour le Pacifique et les autres rapports requis par l'ONU.Ouvrages réalisés pour renforcer la résistance au changement climatique et améliorer un site d'élimination dans un pays pilote, conformément au PIFACCCadre de suivi et d'évaluation du PIFACC adopté et mis en œuvre au niveau nationalActivités d'adaptation écosystémique mises en œuvre conformément au PIFACCRapports sur les enseignements du PACC produits dans les délais prescrits et évaluation des progrès accomplis par rapport aux objectifs annuelsÉlaboration et approbation de plans de travail régionaux et nationaux pluriannuelsÉlaboration et approbation de plans de travail annuelsPlans de travail et rapports trimestriels approuvés et fonds octroyésSuivi et évaluation réalisés et consignés dans un rapport	Sous-total – 1 009 832		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				246 294	763 538	0
				Source de financement		
				AUXB		41 598
				AUXXB		343 827
Soutien aux prog.		1 584				
FEM – PNUD		622 823				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
C1.1.3 Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres	1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none">Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport au niveau de 2010Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010	<ul style="list-style-type: none">Au moins deux pays recevant une assistance en vue de l'élaboration d'une proposition de projet au Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto.Élaboration d'une nouvelle activité d'adaptation (USAID) pour KiribatiVoir 1.1.1.1 et 1.1.1.2Au moins deux pays recevant une assistance pour mettre en œuvre des projets dans le cadre du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto.Projets régionaux d'adaptation coordonnés par d'autres organisations partenaires du PROE : CPS-GIZ, CPS-UE, PIF-UE, PCCSP, PASAP etc.Résultats de la deuxième phase de l'ICCAI reproduits dans d'autres pays insulaires océaniques.	Sous-total – 157 626		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				34 171	123 455	
				Source de financement		
				AUXB	33 192	
AUXXB	20 000					
JAPON	93 500					
Soutien aux prog.	1 584					
À identifier	9 350					
CC2 : Amélioration de la capacité, des connaissances et de la compréhension du changement climatique et de la réduction des risques						
CC2.1 – Stratégie : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée, d'observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes						
C1.2.1a Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes	1.2.1.1 D'ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes lors de la prise de décisions et de l'élaboration de politiques opportunes	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres tenant compte des connaissances sur le changement climatique et des informations sur la gestion des risques de catastrophes aux fins de l'élaboration de politiques	<ul style="list-style-type: none">Participation à la feuille de route régionale sur le changement climatique et sur la gestion des risques de catastrophesRenforcement des services nationaux de lutte contre le changement climatique grâce à une planification et une gestion efficaces du PACCAmélioration de la capacité des agents et institutions œuvrant dans le domaine climatique et gérant le PACCAtelier de suivi organisé pour le programme de travail du PACC sur l'analyse coûts-avantages. Bilan de l'analyse coûts-avantages du PACC et document technique élaborés et évaluation des capacités à renforcer réalisée (économie/coûts-avantages).Ateliers de formation organisés et directives élaborées pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles en vue de l'intégration des considérations liées au changement climatique dans le secteur de la gestion des déchets.Base de données sur les compétences en matière d'adaptation au changement climatique développée et gérée par le biais du portail sur le changement climatique.	Sous-total – 547 505		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				169 117	378 388	
				Source de financement		
				AUXB	36 639	
AUXXB	28 447					
Donateurs multiples	15 888					
Inst. météo. finl.	33 681					
Soutien aux prog.	1 584					
FEM – PNUD	393 304					
CPS/UE	35 927					
OMM	2 035					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
			<ul style="list-style-type: none">Base de données sur les compétences en matière d'adaptation écosystémique développée et gérée par le biais du portail sur le changement climatique.Élaborer des idées-cadres et des propositions de projets et mobiliser des fonds pour la mise en œuvre de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique et le soutien au Conseil météorologique océanien (CMO).			
C1.2.1b Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées chez les Membres grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles	1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs	<ul style="list-style-type: none">État d'avancement du portail sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Organiser un atelier régional de formation de trois jours aux Fidji pour sept ÉTIOMise à jour du portail océanien sur le changement climatique – amélioration des bases de données sur le changement climatique pour inclure les fonctions des SIG, etc.Participer aux réunions et consultations pertinentes sur le portail aux Fidji, etc.Mission de conseil pour recenser les problèmes, lacunes et besoins des utilisateursMission de conseil pour recenser les difficultés, impacts et vulnérabilités aux échelons local et régionalRéaliser des activités régionales de sensibilisation et de formationFournir régulièrement des informations sur l'adaptation au portail sur le changement climatique, notamment sur les enseignements tirés du PACC +Rassembler et diffuser à la région des informations sur les meilleures techniques/approches de gestion des déchets et les mesures d'adaptation pouvant être appliquées aux ÉTIOÉlaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication visant à appeler l'attention sur le PIFACC (DVD, publications, réseaux d'apprentissage, portails, etc.)Produits d'éducation et de sensibilisation élaborés, tels que la méthode d'évaluation rapide de l'adaptation écosystémiqueMécanismes de gestion des connaissances et de renforcement des capacités élaborésMise en œuvre des activités de l'APAN prévues pour 2013	Sous-total – 398 123		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				144 763	253 360	
				Source de financement		
				AUXB	36 729	
AUXXB	235 034					
Soutien aux prog.	1 408					
NZXXB	14 088					
GIZ	40 000					
USAID	22 283					
CPS/UE	48 581					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
		<ul style="list-style-type: none">Nombre de programmes de sensibilisation et de communication réalisés dans le domaine du changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Élaborer un programme de sensibilisation et de formation pour le Portail océanien sur le changement climatiqueÉlaborer des concepts et des projets en vue de la mise en œuvre de la Stratégie de communication sur le changement climatiqueBulletin mensuel <i>Climate Change Matters</i> (CCM) préparé et diffusé			
C1.2.1c Prestation de services météorologiques régionaux adéquats afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité	1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux	<ul style="list-style-type: none">Proportion des recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre	<ul style="list-style-type: none">Établissement des rapports nécessaires aux partenaires techniques du Partenariat pour le Bureau météorologique océanien (PMDP), aux dirigeants du Forum des îles du Pacifique, au groupe de gestion du Conseil régional V de l'OMM, et au Conseil météorologique océanien (CMO) sur les résultats du PMDP et les progrès du CMO et de la PIMSÉlaboration par le PMDP d'un programme d'appui aux services météorologiques nationaux compatible avec la PIMS en vue de sa mise en œuvre en 2013.Mobilisation de ressources par le PMDP en vue de la mise en œuvre des activités prévues pour 2013Faciliter la participation des Membres insulaires océaniens à la PIMS dans la feuille de route sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophesMise en œuvre de la deuxième phase du projet Finlande-PROE en 2013, conformément au plan final de mise en œuvre, et lancement des activités nationales dans au moins deux pays	Sous-total – 307 724		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				117 616	187 108	3 000
				Source de financement		
				AUXB	16 436	
AUXXB	41 395					
Donateurs multiples	31 776					
Inst. météo. finl.	213 855					
OMM	4 263					
				Sous-total – 384 792		
1.2.1.4 D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles	<ul style="list-style-type: none">Nombre de services météorologiques nationaux dotés de bases de données sur le climat et les catastrophes naturelles	<ul style="list-style-type: none">Mobiliser les ressources nécessaires en vue du recrutement du chargé du SMOC-IP au premier trimestre 2013Activités du PI-GOOS mises en œuvre dans au moins 8 pays insulaires océaniens avec au moins un atelier régional conjoint sur les services de données océanographiques et climatologiques organiséOrganisation par le PI-GOOS et le SMOC-IP d'une réunion de leurs comités consultatifs respectifs en vue de l'examen d'une proposition de fusion des comités et des plans de mise en œuvre (en rapport avec les plans du PMDP)	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			175 376	206 416	3 000	
			Source de financement			
			AUXB	16 436		
			AUXXB	63 540		
Donateurs multiples	31 776					
Inst. météo. finl.	120 850					
Soutien aux prog.	1 408					
NZXB	90 223					
NZXXB	56 352					
OMM	4 208					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
			<ul style="list-style-type: none">Installation de bases de données climatologiques (reliées au Portail sur le changement climatique) par le PMDP et fourniture d'assistance technique et d'activités de renforcement des capacités et de formation en météorologie et climatologie dans au moins 10 pays insulaires océaniensÉlaboration par le PMDP de documents électroniques sur les services de données climatologiques et océanographiques, y compris d'un bulletin trimestriel sur les activités du SMOC-IP et du PI-GOOSPréparation par le PMDP d'au moins un document d'information des pays insulaires océaniens avant la Conférence des Parties à la CCNUCCParticipation du PMDP aux efforts de prévisions climatiques menés dans les pays			
		<ul style="list-style-type: none">Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux	<ul style="list-style-type: none">Assistance reçue par au moins 10 SMN de pays insulaires océaniens, conformément aux besoins recensés par la 14e réunion régionale des directeurs des services météorologiques et liens établis avec 1.2.1.3 et 1.2.1.4Projections climatiques trimestrielles du bulletin ICU diffusées par communiqués de presse mensuels.			
CC2.2 – Stratégie : Élaborer et exécuter dans la région des programmes coordonnés d'éducation et de sensibilisation et des stratégies de communication, pour améliorer la capacité des Membres à faire face au changement climatique						
C1.2.2 Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique	1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation	<ul style="list-style-type: none">Mise en œuvre du programme de sensibilisation des médias et participation aux efforts régionaux de communication et liens établis avec 1.2.1.2Élaboration de nouveaux supports de sensibilisation au changement climatiqueFormation régionale des médias et des experts techniquesCampagne médiatique « Pacific Voyage » à la 18e Conférence des PartiesProcessus décisionnel national sur le changement climatique intégré à la gestion des déchets dans le cadre d'un processus de planification nationale intégréSupports pédagogiques produits et diffusésProcessus décisionnel national sur le changement climatique intégré à l'adaptation écosystémique dans le cadre d'un processus de planification nationale intégré	Sous-total – 100 927		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				72 740	28 188	
				Source de financement		
				AUXB 41 310 Soutien aux prog. 1 408 USAID 22 283 CPS/UE 35 927		

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
CC2.3 – Stratégie : Aider les Membres à s’acquitter de leurs obligations au titre de la CCNUCC et des protocoles et processus y afférents						
C1.2.3 Assistance fournie en matière de négociations internationales pour promouvoir la réduction des émissions de gaz à effet de serre et obtenir des ressources pour l’adaptation	1.2.3.1 D’ici 2015, participation efficace de tous les pays insulaires océaniques aux principales négociations internationales sur le changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Proportion de pays insulaires océaniques participant aux négociations de la CCNUCC	<ul style="list-style-type: none">Formation en négociation organisée avant la 19e Conférence des PartiesRéunions préparatoires avant au moins deux sessions (OSASTT et Conférence des Parties)Poursuite de la mise en œuvre d’un programme d’encadrement des nouveaux délégués par des négociateurs plus expérimentés.Notes d’information préparées avant les sessions de l’OSASTT et de la Conférence des PartiesAnalyse effectuée après les sessions de la CCNUCC et la Conférence des Parties.Liste de diffusion des négociateurs océaniques créée et active entre les sessions.Coordination de la contribution océanique au programme de travail de la CCNUCC sur les pertes et les préjudices.Enseignements et supports pédagogiques produits par la deuxième phase de l’ICCAI et pris en compte dans les négociations	Sous-total – 126 335		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				46 585	79 750	
	Source de financement					
	AUXB		52 990			
	AUXXB		55 000			
NZXB		12 075				
À identifier		6 270				
1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC)	<ul style="list-style-type: none">Nombre de contributions océaniques au cinquième rapport du GIEC	<ul style="list-style-type: none">Voir 1.1.1.2Veiller à ce que la série de publications du PACC soit évaluée par des pairsEnseignements de la deuxième phase de l’ICCAI documentés dans des rapports soumis à un comité de lecture et au processus du GIEC	Sous-total – 34 275			
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement	
			23 825	10 450		
	Source de financement					
	AUXB		32 867			
	Soutien aux prog.		1 408			
CC3 : Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES)						
CC3.1 – Stratégie : Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d’un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES						
C1.3.1 Promotion et application de mesures et de technologies d’un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique	1.3.1.1 D’ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	<ul style="list-style-type: none">Pourcentage de mégawatts heures économisés et capacité de production d’énergie renouvelable installée (en mégawatts) par rapport à 2010Nombre de meilleures pratiques et de leçons apprises documentées et disséminées d’ici 2015Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets	<ul style="list-style-type: none">Soutien à l’élaboration de demandes de financement en vue de la mise en œuvre d’activités d’atténuation visant le rendement énergétique et les énergies renouvelables dans 2 pays insulaires océaniquesAppui fourni à 2 pays insulaires océaniques en vue de la documentation et de la diffusion des meilleures pratiques et des leçons apprisesSuivi et évaluation réalisés	Sous-total – 84 551		
				Frais de personnel	Frais de Fonctionnement	Frais d’investissement
				45 437	39 114	
	Source de financement					
	AUXB		9 184			
	Soutien aux prog.		1 408			
FEM – PNUD		73 958				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
C1.3.2 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables	1.3.2.1 D'ici 2015, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	• Nombre de cibles ou feuilles de route nationales sur les énergies renouvelables adoptées d'ici 2015	• Appui aux cibles ou feuilles de routes nationales dans 1 pays insulaire océanien • Appui à la mise en œuvre des activités IESP de FAESP (activités supplémentaires du PIGGAREP)	Sous-total – 2 359 660		
		• Nombre de nouvelles études de faisabilité réalisées d'ici 2015	• Soutien apporté à au moins 2 études de faisabilité sur les énergies renouvelables	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
		• Nombre de Membres mettant en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables grâce aux conseils du PROE	• Soutien apporté à au moins 2 pays insulaires océaniques en matière de développement des technologies d'exploitation des énergies renouvelables	168 491	2 186 169	5 000
		• Mise en place de systèmes régionaux de gestion des projets	• Suivi et évaluation des activités du PIGGAREP dans 11 pays insulaires océaniques	Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. FEM – PNUD JAPON TAÏWAN-RÉPUBLIQUE DE CHINE	9 185 1 408 2 219 067 100 000 30 000	
C1.3.3 Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés	1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	• Nombre de nouveaux inventaires de GES et d'évaluations des besoins technologiques réalisés d'ici 2015	• Soutien apporté à 2 pays insulaires océaniques en vue de la mise à jour d'inventaires de GES et évaluation des besoins technologiques, en collaboration avec la CPS	Sous-total – 59 535		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				45 437	14 098	
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. FEM – PNUD	9 185 1 408 48 942	
C1.3.4 Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone	1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP) du Protocole de Kyoto	• Nombre d'autorités nationales désignées créées et de projets du MDP proposés dans le cadre du mécanisme international de compensation des émissions de carbone d'ici 2015	• Soutien apporté à 2 pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration de projets sur le MDP	Sous-total – 72 573		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				45 437	27 136	
				Source de financement		
				AUXB Soutien aux prog. FEM – PNUD	9 185 1 408 61 980	

TOTAL PRIORITÉ 1	Frais de personnel	1 521 142 \$
	Frais de fonctionnement	8 725 665 \$
	Frais d'investissement	11 000 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>10 257 808 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	BAsD	79 440
	AUXB	350 720
	AUXXB	155 267
	Soutien aux prog.	17 600
	NZXB	12 075
	NZXXB	70 440
	FEM – PNUD	535 560
	Donateurs multiples	79 440
	INST. MÉTÉO. FINL.	107 080
	USAID	43 080
	UE/CPS	70 440
Frais de fonctionnement :	BAsD	39 820
	AUXB	95 315
	AUXXB	686 975
	NZXB	90 223
	JAPON	193 500
	FEM – PNUD	6 781 122
	INST. MÉTÉO. FINL.	255 305
	USAID	437 285
	UE/CPS	49 995
	GIZ	40 000
	OMM	10 505
	À IDENTIFIER	15 620
	TAÏWAN-RÉPUBLIQUE DE CHINE	30 000
Frais d'investissement :	INST. MÉTÉO. FINL.	6 000
	FEM – PNUD	5 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	10 242 187	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	15 620	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

OBJECTIF : *D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité.*

Contexte stratégique

La division Biodiversité et gestion écosystémique privilégiera la fourniture de soutien technique et consultatif aux Membres en vue de la révision et de la mise en œuvre de leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité et leurs équivalents dans les territoires ; contribuera à une meilleure compréhension de la contribution des écosystèmes terrestres et côtiers en bonne santé et bien gérés au développement durable et à la résistance aux impacts ; promouvra l'adaptation écosystémique au changement climatique ; favorisera la conservation et la gestion des espèces menacées et migratrices ; et contribuera à la lutte contre les espèces envahissantes. La conservation et la gestion des espèces seront améliorées en encourageant la bonne mise en œuvre des accords internationaux et en appuyant des politiques et programmes régionaux d'un bon rapport coût-efficacité.

Les principales activités prévues pour 2013 comprennent :

- Appui à la révision et à la mise en œuvre des PANSB
- Organisation de la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées
- Coordination de la révision de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature et les aires protégées dans le Pacifique 2008-2012 et formulation de la nouvelle Stratégie d'action
- Mise en œuvre du projet sur la biodiversité insulaire financé par l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable
- Mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes
- Soutien à la conservation et à la gestion des milieux côtiers et marins, notamment à l'initiative Paysages océaniques
- Mise en œuvre du projet d'adaptation écosystémique aux Îles Salomon, financé par l'USAID

- Mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides
- Mise en œuvre des plans d'action du Programme régional sur les espèces marines
- Mise en œuvre du projet de suivi des tortues et de développement de l'écotourisme, financé par l'Agence néo-zélandaise d'aide internationale
- Poursuite de la collaboration et du renforcement des liens avec la CDB, la CMS, la CITES, la Convention de Ramsar, etc.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

Nom	Poste
Stuart Chape	Directeur de la division Biodiversité et gestion écosystémique
Makerita Atiga	Secrétaire du Directeur/Assistante de division
Easter Galuvao	Conseiller en biodiversité
Bruce Jefferies	Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres
Neil Walkinshaw	Coordinateur de la 9 ^e Conférence pour la conservation de la nature
Tim Carruthers	Conseiller en gestion côtière et marine
Vainuupo Jungblut	Responsable Ramsar pour l'Océanie
Paul Donohoe	Spécialiste de l'adaptation écosystémique
<i>Vacant</i>	<i>Chargé de la communication sur le changement climatique (50 % avec la division Changement climatique)</i>
<i>Vacant</i>	<i>Spécialiste des espèces envahissantes (en cours de recrutement)</i>
Posa Skelton	Coordinateur du PILN
Gianluca Serra	Coordinateur des projets du FEM
Lui Bell	Conseiller sur les espèces marines
Penina Solomona	Agent océanien chargé de la CMS
Catherine Siota	Responsable de la base de données sur les tortues

Objectifs pour 2015		Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)
BEM1 : Écosystèmes insulaires et océaniques BEM1.1 – Stratégie : Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région					
B2.1.1 Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation	2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)	• Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie à la demande aux pays insulaires océaniques en vue de la révision des PANSB. Élaboration de directives pour aider les pays insulaires océaniques à intégrer la biodiversité dans les cadres nationaux de planification ; Coordination de forums régionaux de discussion sur les PANSB pour recenser les problèmes communs et les actions découlant de la révision des PANSB Diffusion des résultats de la 11e Conférence des Parties à la CDB et coordination des actions de suivi Gestion technique et administrative, suivi et exécution financière du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire, notamment en coordonnant la mise en œuvre d'activités régionales et nationales spécifiques aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu Fourniture de conseils et d'appui technique aux pays insulaires océaniques pour les aider à réviser et mettre en œuvre les plans d'action du Programme de travail sur les aires protégées Fourniture d'un appui aux ÉTIO en vue de l'intégration des plans d'action du Programme de travail sur les aires protégées dans les cadres de planification des PANSB Coordination de la mise en œuvre du Programme de travail sur les aires protégées par le biais du groupe de travail sur les aires protégées de la Table ronde des îles du Pacifique. 	Sous-total – 290 260	
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement
				81 469	208 291
				Frais d'investis- sement	
	2.1.1.2 – D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB)	• Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées	<ul style="list-style-type: none"> Assistance technique aux Îles Cook en vue de la création et de l'élaboration d'un plan de gestion pour le projet de parc marin des Îles Cook, dans le cadre du memorandum d'entente entre les Îles Cook, le PROE, CI et l'UICN. Mise en œuvre d'une étude de cadrage pour identifier et quantifier les possibilités de renforcement des liens entre le tourisme et la conservation de la biodiversité dans le Pacifique. Fourniture de conseils et d'appui technique sur des aires protégées spécifiques et les activités connexes pour le projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire aux Îles Cook, à Nauru, aux Tonga et à Tuvalu. 	Sous-total – 245 280	
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement
				65 991	179 289
				Frais d'investis- sement	
				Source de financement	
				AUXB	95 537
				Soutien aux prog. NZXB	1 361
				PNUE	11 044
				Donateurs multiples	
					147 319
					35 000

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)																					
			<ul style="list-style-type: none">Contribution à la coordination des interventions régionales sur la biodiversité et la gestion écosystémique : i) projet FAO/FEM de gestion des forêts et des aires protégées aux Fidji, au Samoa, à Vanuatu et à Nioué (Alliance FEM-Pacifique-FPAM) ; ii) projet PNUD/ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement du Samoa concernant l'intégration des risques et de la résistance climatiques dans la gestion des forêts au Samoa (ICCRIFS) ; iii) projet BIOPAMA de l'UICN.Mise en œuvre des résultats de l'évaluation des capacités en matière de gestion des aires protégées et de conservation de la biodiversité dans le cadre du projet BIOPAMA de l'UICN.Mise en œuvre du cadre d'évaluation rapide de la biodiversité, notamment : i) des critères de sélection des sites/pays et ii) d'un cadre conceptuel devant aider les ÉTIO à formuler des indicateurs sur les services écosystémiques.Organisation d'un ou de plusieurs ateliers de formation pour appuyer la mise en œuvre des normes ouvertes du Plan d'action pour la conservation de la nature, y compris le partage des meilleures pratiques pour adapter les normes ouvertes à la gestion des valeurs de conservation sur les propriétés coutumières.Préparation d'un rapport sur l'empreinte écologique des ÉTIO, dans le cadre du processus d'adaptation écosystémique, afin d'assurer une bonne compréhension des questions relatives à l'empreinte écologique et à la biocapacité, y compris l'interdépendance entre les enjeux économiques et environnementaux.																						
	2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres gérant une aire marine protégée	<ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie à Nauru en vue de la création d'une aire marine protégée dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire et de l'élaboration de normes de gestion.	<table><tr><th colspan="3">Sous-total – 30 622</th></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de Fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>17 845</td><td>12 777</td><td>0</td></tr><tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">11 578</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">11 044</td></tr><tr><td>À identifier</td><td colspan="2">8 000</td></tr></table>	Sous-total – 30 622			Frais de personnel	Frais de Fonctionnement	Frais d'investissement	17 845	12 777	0	Source de financement			AUXB	11 578		NZXB	11 044		À identifier	8 000	
Sous-total – 30 622																									
Frais de personnel	Frais de Fonctionnement	Frais d'investissement																							
17 845	12 777	0																							
Source de financement																									
AUXB	11 578																								
NZXB	11 044																								
À identifier	8 000																								

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
	2.1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique pleinement opérationnelle	• Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles	• Assistance technique et stratégique au Groupe de travail sur le milieu marin • Élaboration de demandes de financement et fourniture d'assistance technique au Commissaire de l'océan pour encourager et développer les initiatives sur le Paysage océanique.	Sous-total – 41 519		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				28 209	10 310	3 000
				Source de financement		
				AUXB		41 519
	2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniens auront ratifié la Convention de Ramsar	• Nombre de pays insulaires océaniens ayant ratifié la Convention de Ramsar	• Assistance technique fournie à au moins un pays insulaire océanien en vue des activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar. • Assistance technique fournie à au moins deux pays insulaires océaniens en vue d'achever le processus de ratification de la Convention de Ramsar. • Appui technique fourni au représentant océanien à la 46 ^e session du Comité permanent Ramsar. • Assistance technique fournie à au moins deux pays insulaires océaniens en vue de la mise à jour de leurs fiches descriptives Ramsar • Appui technique à l'élaboration, la coordination et la mise en œuvre des activités et initiatives de la Journée mondiale des zones humides dans les ÉTIO. • Assistance technique fournie à au moins un pays insulaire océanien en vue de l'élaboration de rapports sur les projets financés au titre du Fonds Ramsar de petites subventions. • Assistance technique fournie à au moins deux pays insulaires océaniens signataires en vue de la mise en place de Comités nationaux Ramsar sur les zones humides.	Sous-total – 57 350		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				41 620	13 530	2 200
				Source de financement		
				Ramsar À identifier		43 820 13 530
	2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	• Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides	• Soumission de demandes de financement en collaboration avec des partenaires en vue de l'actualisation des inventaires sur les zones humides des ÉTIO. • Élaboration d'un cadre d'échange d'informations sur les zones humides. • Assistance technique fournie au Samoa concernant les activités du projet MESCAL de l'UICN. • Participation à la réunion annuelle de l'Initiative océanienne sur les mangroves (PMI) et planification et exécution d'activités conjointes avec les partenaires. • Assistance aux Îles Cook en matière de planification et de gestion des zones humides dans le cadre du projet intégré de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire.	Sous-total – 32.379		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				29 134	3 245	0
				Source de financement		
				Ramsar À identifier		29 134 3 245

Priorité 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
B2.1.2 Adaptation écosystémique largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique	2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les ÉTIO	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique	<ul style="list-style-type: none">Élaboration et mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités et de sensibilisation concernant l'adaptation écosystémique et promotion des produits et options en la matière.Collaboration à la préparation d'un document technique sur l'utilité de l'adaptation écosystémique dans les îles du Pacifique.Mise en œuvre du projet sur l'adaptation écosystémique au changement climatique financé par l'USAID dans la province de Choiseul, aux îles Salomon.Recherche de possibilités de reproduction des expériences en matière d'adaptation écosystémique et promotion et diffusion des résultats et produits connexes dans d'autres ÉTIO.	Sous-total – 648 967		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				203 040	435 927	10 000
				Source de financement		
				AUXB	49 200	
B2.1.3 Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales	2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	<ul style="list-style-type: none">Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels	<ul style="list-style-type: none">Soutien technique au Secrétariat de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature (PIRT), pour veiller à ce que les groupes de travail (aires protégées, espèces envahissantes et PANSB) présidés par le PROE soient pleinement fonctionnels et opérationnels.Coordination de la contribution à la révision de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature et élaboration de cibles proposées pour la nouvelle stratégie d'action révisée par la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées.Organisation de la 9^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées en partenariat avec le gouvernement des Fidji en tant que pays hôte et la PIRT.	Sous-total – 218 484		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				44 612	173 872	
				Source de financement		
				AUXB	38 409	
B2.1.4 Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports	2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniques	<ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie aux pays insulaires océaniques en vue de la préparation des 5^{es} rapports nationaux à la CDB, en veillant à renforcer les liens avec les autres AME sur la biodiversité.Coordination des activités de planification conjointe entre la CDB, la CMS, la CITES et la Ramsar.Élaboration et exécution d'activités ciblées de renforcement des capacités en vue de la participation des pays insulaires océaniques aux principales conférences des AME sur la biodiversité	Sous-total – 47 914		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				37 475	10 439	
				Source de financement		
				AUXB	26 938	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
B2.1.5 Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question	2.1.5.1 Recensement du nombre de zones d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB	<ul style="list-style-type: none">Nombre de zones d'importance écologique ou biologique recensées	<ul style="list-style-type: none">Diffusion des principaux résultats de l'atelier de la CDB sur l'identification des zones d'importance écologique ou biologique (ZIEB) du Pacifique Sud-Ouest.Promotion du développement d'une base de données régionale océanique sur les ZIEB avec la CDB et d'autres partenaires.	Sous-total – 31 106		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				24 104	7 002	
				Source de financement		
				AUXB	13 803	
Soutien au prog.	1 166					
Divers	5 093					
NZXB	11 044					

BEM2 Espèces menacées et migratrices					
BEM2.1 – STRATÉGIE : Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices					
B2.2.1 Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région	2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents	<ul style="list-style-type: none">Assistance technique et financière fournie aux Membres en vue de la mise en œuvre nationale des Plans d'action régionaux sur les espèces marines (2013-2017).Encourager les correspondants nationaux de la CMS à collaborer avec les correspondants des autres AME (CDB, CITES, Ramsar, etc.) pour veiller à l'intégration de la conservation des espèces migratrices dans les PANSB ou autres processus nationaux pertinents.	Sous-total – 9 936	
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement
	7 406	2 530			
	Source de financement				
	NZXB	9 936			
2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux pays insulaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente	<ul style="list-style-type: none">Encourager les Membres à adhérer à la CMS et à signer les mémorandums d'entente sur les cétacés et les requins :<ul style="list-style-type: none">exécution de missions dans les pays, préparation et présentation de documents de travail aux instances concernées (y compris à la Conférence annuelle du PROE)organisation d'un atelier régional de renforcement des capacités sur la CMS en collaboration avec les autres AME sur la biodiversité (CDB, Ramsar, CITES, etc.).Documenter les activités menées par la CMS dans la région, en tant qu'outil de mobilisation de fonds.Accroître la visibilité de la CMS dans le Pacifique insulaire en utilisant les réseaux de communication existants (listes de diffusion, site web du PROE, www.Pacificcetaceans.org, etc.)Solliciter des fonds en collaboration avec le Secrétariat de la CMS pour prolonger le mandat du Responsable océanien de la CMS.	Sous-total – 37 757		
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
			19 810	17 947	
			Source de financement		
			Soutien aux prog.	1 166	
NZXB	21 200				
OMM	2 795				
À identifier	12 595				

Priorité 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

2013

G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
B2.2.2 Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents	2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents	• Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces	• Fournir des conseils techniques aux Parties à la CMS et aux signataires des mémorandums d'entente, pour les aider à mettre en œuvre leurs engagements et veiller à leur compatibilité avec les plans d'action du PROE sur les espèces marines. • Promouvoir l'adoption du Plan d'action régional révisé pour le dugong en tant que plan d'action régional du mémorandum d'entente de la CMS sur les dugongs. • Poursuivre la mise en œuvre du mémorandum de coopération entre le PROE et la CMS sur les espèces migratrices. • Collaborer avec la CITES et les autres organisations et programmes internationaux/régionaux pertinents sur les priorités régionales concernant les espèces.	Sous-total – 32 173		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				17 471	14 702	
				Source de financement		
	NZXB		21 257			
	PNUE		2 446			
	À identifier		8.470			
	2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces	• Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre	• Collaborer avec les partenaires, en particulier le SPWRC, pour obtenir des crédits en vue de la mise en œuvre du Plan de rétablissement des baleines à bosse en Océanie • Assistance technique fournie aux ÉTIO en vue de l'élaboration de plans nationaux/communautaires de gestion/rétablissement des espèces marines. • Coordination des activités relevant du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée pour appuyer l'élaboration de plans de rétablissement des espèces.	Sous-total – 163 449		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				22 082	140 867	500
Source de financement						
NZXB		13 448				
PNUE		147 319				
OMM		1 747				
À identifier		935				
2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	• Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages	• Assistance technique et financière fournie à la demande en vue de la révision ou de l'élaboration de lois sur les espèces marines.	Sous-total – 20 629			
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			17 079	3 550		
			Source de financement			
Soutien aux prog. NZXB		1 166				
		19 463				
B2.2.3 Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDs) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional	2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDs	• Nombre de Membres utilisant la base de données TREDs	• Organiser une formation interne sur TREDs pour les ÉTIO qui en font la demande et offrir un suivi à ceux qui ont besoin d'une assistance supplémentaire. • Faciliter la mise en œuvre des initiatives nationales de gestion des données sur les tortues, y compris la coordination et la fourniture de services concernant les bases de données sur les tortues. • Obtenir des ressources pour faciliter le développement et l'utilisation de TREDs • Préparer des demandes en vue de l'achat de bagues, d'applicateurs et d'autres ressources	Sous-total – 99 201		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				75 204	23 997	
				Source de financement		
AUXXB		87 541				
NZXB		10 494				
Soutien aux prog.		1 166				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
			<ul style="list-style-type: none">Envoyez des bagues, applicateurs et autres ressources aux correspondants des ÉTIO sur TREDs.Produire des rapports réguliers et les diffuser aux utilisateurs de TREDs conformément à sa politique de partage de l'information			
B2.2.4 Statut des espèces menacées et en voie de disparition suivi en continu et actualisé dans le cadre de la surveillance régionale de la biodiversité	2.2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces	<ul style="list-style-type: none">État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces	<ul style="list-style-type: none">Assistance technique aux Membres en vue de la mise en œuvre des plans d'action régionaux sur les espèces marines et des plans de gestion du mémorandum d'entente de la CMS ainsi que d'autres instruments sur d'autres espèces telles que les requinsAssistance technique en vue de la mise en place de nouveaux réseaux de surveillance communautaire des tortues marines dans au moins deux ÉTIO.Fournir aux Membres une assistance technique, y compris une formation communautaire, en vue de la surveillance de certains sites de nidification des tortues marines.Aider les Membres à élaborer et mettre en place des mécanismes de gestion des espèces marines, y compris la création de sanctuaires, de plans de gestion des espèces, de plans de rétablissement et de lois.Dispenser une formation sur les échouages de cétacés et établir des réseaux nationaux sur les échouages de cétacés aux Fidji.Aider les Membres à préparer des demandes de financement appuyant la mise en œuvre nationale des plans d'action sur les espèces marines.Travailler avec le Bureau régional de l'UICN en Océanie pour promouvoir la Liste rouge dans le Pacifique.Élaborer des fiches d'information sur divers aspects de la conservation des espèces marines dont les requins.Mettre en place des réseaux océaniques sur les cétacés, les dugongs, les tortues marines et les requins.	Sous-total – 45 717		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				34 295	11 422	
				Source de financement		
				NZXB	44 551	
Soutien aux prog.	1 166					
B2.2.5 Les pays insulaires océaniques qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles	2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques	<ul style="list-style-type: none">Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES	<ul style="list-style-type: none">Promouvoir la ratification de la CITES dans la région en organisant des missions dans les pays et des exposés aux réunions et fournir une assistance aux processus pour permettre à d'autres Membres de devenir partie à la CITES.Poursuivre la collaboration avec la CITES en vue de la création d'un poste de responsable océanien au PROE	Sous-total – 15 159		
				Frais de personnel	Frais de fonction- nement	Frais d'investis- sement
				12 557	2 602	
				Source de financement		
				NZXB	15 159	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
	2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)	• Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES	• Fournir un soutien aux initiatives de la CITES et d'autres organisations régionales, en dispensant la formation requise dans la région.	Sous-total – 10 156		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				7 406	2 750	
				Source de financement		
				NZXB	10 156	
	2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	• État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	• Consulter la CITES ou collaborer avec elle sur les initiatives visant à faire avancer l'élaboration d'un modèle de plan de gestion de la CITES pour une espèce marine telle que les dauphins.	Sous-total – 5 831		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				5 281	550	
				Source de financement		
				Donateurs multiples NZXB	1166 4 665	
BEM3 : Espèces envahissantes						
BEM3.1 – STRATÉGIE : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales						
B2.3.1 Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte	2.3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	• État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations	• Coordonner le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes (PIP) et travailler avec ses membres en vue de l'élaboration de projets répondant aux priorités recensées par l'analyse des lacunes régionales réalisée en 2012. • Réaliser l'analyse annuelle des lacunes concernant les espèces envahissantes pour 2013. • Terminer le plan d'action annuel du PIP • Continuer d'apporter une assistance à la Polynésie française concernant la lutte contre la fourmi électrique envahissante. • Solliciter l'assistance technique du PIP en vue de la mise en œuvre des activités du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes dans les domaines de la communication et de la sensibilisation, ainsi que de la législation et la gestion des espèces envahissantes. • Fournir un soutien technique aux pays membres dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes et gérer et administrer la mise en œuvre du projet et l'établissement des rapports associés.	Sous-total – 133 923		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				43 651	90 272	
				Source de financement		
				AUXXB	2 400	
				Donateurs multiples	14 046	
				AFD	72 000	
				NZXB	31 657	
				À identifier	13 820	

Priorité 2 – BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
	2.3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none">Faciliter la mise à jour des plans d'action nationaux sur les espèces envahissantes aux Fidji.Faciliter l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux sur les espèces envahissantes, par le biais du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes dans 2 pays insulaires océaniques.Offrir un encadrement administratif au responsable et aux coordinateurs nationaux du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes et faciliter la fourniture d'assistance technique.	Sous-total – 185 697		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				29 913	155 700	84
				Source de financement		
				AUXXB	7 150	
	2.3.1.3 D'ici 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans 5 ÉTIO	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'ÉTIO utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none">Étudier les possibilités d'inclusion de la biosécurité interinsulaire et de la gestion des espèces envahissantes établies dans le projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisé à l'échelon régionalAppuyer l'élaboration du système d'évaluation des risques liés aux espèces adventices dans deux pays ou territoires océaniques.Fournir une assistance technique en vue de l'amélioration des contrôles aux frontières et mesures de quarantaine à Kiribati et des activités de biosécurité relevant du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique	Sous-total – 30 172		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				15 872	14 300	
				Source de financement		
				NZXB	30 172	
B2.3.2 Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents	2.3.2.1 D'ici 2015, tous les ÉTIO seront membres du PILN	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN	<ul style="list-style-type: none">Promouvoir auprès de Vanuatu, des Îles Salomon et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée les avantages liés à l'adhésion au PILN.	Sous-total – 57 129		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				41 217	15 912	
				Source de financement		
				AUXXB	13 750	
				Donateurs multiples	29 845	
B2.3.3 Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social	2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place	<ul style="list-style-type: none">Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none">Mettre en œuvre le plan d'action du PIP en matière de communication sur les espèces envahissantes et les campagnes de sensibilisation aux espèces envahissantes.Contribuer à l'élaboration et à la production d'un dossier d'information du Pacifique sur une thématique liée aux espèces envahissantes.	Sous-total – 189 724		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				41 679	147 962	83
				Source de financement		
				Soutien aux prog.	1 166	
				Donateurs multiples	8 953	
NZXB	22 058					
PNUE	157 546					

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces	• Étude pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes menée à bien	• Diffuser aux Membres du PROE des études de cas sur les coûts économiques des espèces envahissantes	Sous-total – 12 808
				Frais de personnel Frais de fonction-nement Frais d'investis- sement
				10 206 2 602
				Source de financement
				NZXB 12 808
	2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés	• Campagne de marketing social sur les espèces envahissantes menée à bien	• Entamer la conception d'une campagne de marketing social sur les espèces envahissantes.	Sous-total – 2 930
				Frais de personnel Frais de fonction-nement Frais d'investis- sement
				2 930
				Source de financement
				Soutien aux prog. NZXB 1 166 1 764
B2.3.5 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région	2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes	• Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des plans de travail conjoints avec les partenaires sur les espèces envahissantes. Obtenir des articles des partenaires du PIP et des équipes du PILN pour partager leurs activités et réalisations dans le bulletin <i>Soundbites</i> du PILN. Diffuser des informations à jour sur les espèces envahissantes par le biais du site web du PROE et de listes de diffusion. Promouvoir le PILN, le PIP et d'autres groupes de discussion régionaux sur les espèces envahissantes et recruter de nouveaux membres. 	Sous-total – 34 852
				Frais de personnel Frais de fonction-nement Frais d'investis- sement
				29 500 5 352
				Source de financement
				NZXB 24 732 Donateurs 8 953 multiples 1 166 Soutien aux prog.
B2.3.6 Importance accrue accordée dans la région à l'éradication des espèces envahissantes et à la lutte biologique	2.3.6.1 – D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	• Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre	• Assistance technique aux projets d'éradication, de lutte biologique et de rétablissement dans au moins trois pays membres dans le cadre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces allogènes envahissantes.	Sous-total – 192 339
				Frais de personnel Frais de fonction-nement Frais d'investis- sement
				37 806 154 450 83
				Source de financement
				Soutien aux prog. NZXB 1 166 PNUE 25 841 À identifier 154 332 11 000

TOTAL PRIORITÉ 2	Frais de personnel	1 044 864 \$
	Frais de fonctionnement	1 862 143 \$
	Frais d'investissement	16 450 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>2 923 457 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel	AUXB	271 254
	CMS	6 988
	Soutien aux prog.	19 440
	NZXB	323 245
	Ramsar	83 240
	PNUE-FEM	64 250
	USAID	130 790
	Donateurs multiples	59 690
	AUXXB	65 596
	Divers	20 370
Frais de fonctionnement	AUXB	79 750
	AUXXB	491 223
	Sec. CDB	35 000
	France	72 000
	NZXB	97 626
	Ramsar	605
	PNUE	50 000
	PNUE-FEM	698 562
	USAID	238 560
	À identifier	98 817
Frais d'investissement	AUXB	3 000
	Ramsar	2 200
	FEM – PNUE	1 250
	USAID	10 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	2 824 639	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	98 817	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

OBJECTIF : *Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication*

Contexte stratégique

La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité pour le PROE en 2013 car les déchets et la pollution contribuent fortement à la dégradation des écosystèmes de la région et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable.

Le PROE continuera d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui techniques et une grande partie de ses activités sera déterminée par les stratégies et priorités régionales adoptées par ses Membres.

Qui plus est, les impacts du changement climatique et des espèces envahissantes sur la gestion des déchets seront examinés et évalués grâce à de nouveaux projets régionaux financés par le gouvernement australien et le Fonds Pacifique. De même, la gestion régionale des déchets électriques et électroniques sera soutenue par le Secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et d'autres organismes donateurs tiers au cours des deux années à venir. La deuxième phase du projet régional de la JICA en matière de coopération technique sur la gestion des déchets solides continue de travailler en collaboration avec les initiatives du PROE sur les déchets et la pollution pour veiller à l'amélioration de la gestion des déchets solides dans la région. Le programme régional quinquennal de gestion des déchets solides financé par l'AFD commence également à produire des mécanismes permettant de mieux gérer les huiles usagées dans la région et de fournir une formation de haute qualité aux gestionnaires du Pacifique insulaire. Le PROE continuera d'apporter une assistance aux pays insulaires océaniques, en collaboration avec l'Organisation maritime internationale (OMI), pour lutter contre les risques de pollution marine et gérer les interventions.

Les activités prévues pour 2013 comprennent notamment :

- Un appui continu à la mise en œuvre de la Stratégie de gestion des déchets solides pour la région Pacifique, du PACPOL et de la stratégie SRIMP-PAC.
- Un soutien aux ÉTIO en vue de l'élaboration ou de l'amendement de politiques, de directives et de stratégies nationales de gestion des déchets solides et des matières dangereuses prioritaires dont les déchets médicaux.

- Un soutien continu au renforcement des capacités nationales nécessaires pour aborder les questions liées à la gestion des déchets et à la pollution au niveau national, y compris la formation sur les obligations découlant des conventions régionales et internationales.
- La coordination de la mise en œuvre des stratégies nationales de gestion des déchets grâce à une collaboration avec des partenaires tels que la JICA, l'AFD et la SAICM.
- L'amélioration des pratiques de gestion des déchets dans le contexte du changement climatique et des impacts des espèces envahissantes (financement de l'ICCAI et du Fonds Pacifique).
- Le soutien aux pays insulaires océaniques pour faire face à la pollution marine causée par les épaves de la Seconde Guerre mondiale, y compris les rejets d'hydrocarbures.
- L'achèvement de l'analyse des lacunes informationnelles en matière de gestion des déchets ainsi que la mise en œuvre des mécanismes de définition des priorités régionales en matière de gestion des déchets.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette division :

Nom	Poste
David HAYNES	Directeur de la division Gestion des déchets et lutte contre la pollution
Pulemalie HABRI	Secrétaire du Directeur/Assistante de division
Esther RICHARDS	Conseillère en gestion des déchets solides
Ilisapeci MASIVESI	Coordinateur de la Campagne pour un Pacifique propre (stagiaire)
Anthony TALOULI	Conseiller en pollution
<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en gestion des déchets dangereux</i>
Stanley EBELEWICZ	Chef d'équipe, Initiative de gestion des déchets solides (AFD)

Volet : WMPC1 - MODIFICATION DES COMPORTEMENTS

OBJECTIF : D'ici 2015, tous les Membres seront dotés de politiques, stratégies et plans de gestion des déchets et de lutte contre la pollution, pour minimiser la pollution terrestre, atmosphérique et marine, les déchets dangereux et solides et d'autres sources de pollution d'origine terrestre

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
WMPC1 : Modification des comportements						
WMPC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication						
WMPC3.1.1 Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniques au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de détritux et améliorer la santé de l'environnement	3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres	• Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés	• Fournir une assistance technique et un soutien aux ÉTIO dans le cadre de l'élaboration de directives régionales sur la gestion des déchets médicaux. • Fournir un appui à un ÉTIO en vue de l'amélioration des pratiques de gestion des déchets (ICCAI) • Fournir un appui à un ÉTIO en vue de l'amélioration des pratiques de gestion des déchets (Fonds Pacifique) • Mettre en œuvre un programme régional de gestion des huiles usagées en vue de leur élimination sans danger (projet de l'AFD) • Fournir une assistance technique et un soutien aux ÉTIO en vue de l'élaboration de directives nationales sur l'immersion des déchets en mer • Fournir une assistance technique en vue de l'élaboration de modèles nationaux de pratiques de gestion des SAO	Sous-total – 331 209		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				96 741	233 068	1 400
				Source de financement		
				AUXB	70 002	
	3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq ÉTIO	• Qualité de l'eau de mer et nombre d'incidents de pollution dans la région	• Fournir un appui technique en vue de la mise à jour des NATPLAN de 3 ÉTIO • Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration d'une stratégie nationale d'intervention en cas de pollution marine dans 2 ÉTIO • Fournir des conseils et un appui techniques en vue de l'élaboration et de la mise à jour de la législation nationale sur la pollution marine (y compris l'introduction d'organismes marins nuisibles par les navires) dans 2 ÉTIO	Sous-total – 47 099		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				36 099	11 000	
				Sources de financement		
				AUXB	44 704	
Soutien aux prog.				2 395		

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)																							
	3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements	• Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes	• Tirer et diffuser les enseignements de la Campagne 2012 pour un Pacifique propre y compris les activités de suivi	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 10 012</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>4 512</td><td>5 500</td><td></td></tr><tr><td colspan="3">Sources de financement</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">10 012</td></tr></table>	Sous-total – 10 012			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	4 512	5 500		Sources de financement			NZXB	10 012									
	Sous-total – 10 012																										
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																								
	4 512	5 500																									
	Sources de financement																										
	NZXB	10 012																									
	3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq ÉTIO d'ici 2014	• État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits	• Diffuser la boîte à outils de communication sur la gestion des déchets et fournir des conseils techniques en vue de leur adoption	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 15 079</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>10 129</td><td>4 950</td><td></td></tr><tr><td colspan="3">Sources de financement</td></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">7 817</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">7 262</td></tr></table>	Sous-total – 15 079			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	10 129	4 950		Sources de financement			AUXB	7 817		NZXB	7 262						
	Sous-total – 15 079																										
	Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																								
	10 129	4 950																									
	Sources de financement																										
	AUXB	7 817																									
NZXB	7 262																										
3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013	• Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution	• Lancer des projets pilotes de gestion des déchets électroniques au Samoa, à Kiribati et aux Îles Cook (projet de la SAICM)	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 161 731</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>32 031</td><td>126 700</td><td>3 000</td></tr><tr><td colspan="3">Sources de financement</td></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">25 124</td></tr><tr><td>Soutien aux prog.</td><td colspan="2">2 395</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">4 512</td></tr><tr><td>PNUE-FEM</td><td colspan="2">129 700</td></tr></table>	Sous-total – 161 731			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	32 031	126 700	3 000	Sources de financement			AUXB	25 124		Soutien aux prog.	2 395		NZXB	4 512		PNUE-FEM	129 700	
Sous-total – 161 731																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
32 031	126 700	3 000																									
Sources de financement																											
AUXB	25 124																										
Soutien aux prog.	2 395																										
NZXB	4 512																										
PNUE-FEM	129 700																										
WMPC2 : Données, planification et recherche																											
WMPC2.1 – Stratégie : Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015																											
WMPC3.2.1. Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d'ici 2015	3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO	• État de développement et d'adoption des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets	• Fournir un appui et des conseils techniques à au moins 1 ÉTIO en vue de la réalisation d'études de gestion des déchets solides visant l'amélioration de la planification	<table><tr><td colspan="3">Sous-total – 40 480</td></tr><tr><td>Frais de personnel</td><td>Frais de fonctionnement</td><td>Frais d'investissement</td></tr><tr><td>23 980</td><td>16 500</td><td></td></tr><tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr><tr><td>AUXB</td><td colspan="2">18 062</td></tr><tr><td>Soutien aux prog.</td><td colspan="2">2 395</td></tr><tr><td>NZXB</td><td colspan="2">20 023</td></tr></table>	Sous-total – 40 480			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	23 980	16 500		Source de financement			AUXB	18 062		Soutien aux prog.	2 395		NZXB	20 023			
Sous-total – 40 480																											
Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement																									
23 980	16 500																										
Source de financement																											
AUXB	18 062																										
Soutien aux prog.	2 395																										
NZXB	20 023																										

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
	3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none">Créer une base de données d'articles sur la pollution et les déchets dans le Pacifique, accessible depuis le site du PROE	Sous-total – 10 129		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				10 129		
				Sources de financement		
				AUXB	5 617	
	NZXB	4 512				
	3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution	<ul style="list-style-type: none">Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux sur la situation concernant la gestion des déchets et de la pollutionEntamer la préparation des rapports sur la situation régionale concernant les déchetsActualiser l'analyse des lacunes en matière de gestion des déchets solides	Sous-total – 26 539		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				26 539		
				Sources de financement		
AUXB				17 516		
NZXB	9 023					
WMPC3 : Renforcement des capacités et conseils en matière de bonnes pratiques						
WMPC3.1 – Stratégie Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015						
WMPC3.3.1 Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution	3.3.1.1Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	<ul style="list-style-type: none">État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux	<ul style="list-style-type: none">Fournir des conseils et un appui techniques aux ÉTIO en vue de la réalisation d'études biologiques de référence sur les ports à haut risqueÉlaborer une méthodologie d'autoévaluation des déficits de capacités dans les ÉTIO	Sous-total – 76 364		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				21 364	55 000	
				Source de financement		
				AUXB	16 852	
	OMI	55 000				
	NZXB	4 512				
	3.3.1.2Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution	<ul style="list-style-type: none">Matériels pédagogiques sur la gestion des déchets solides élaborés et diffusés (a. gestion des déchets et b. gestion des décharges) (projet de l'AFD)	Sous-total – 174 476		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				19 816	154 060	600
Sources de financement						
AUXB				6 281		
France	140 000					
NZXB	17 385					
À identifier	10 810					

Priorité 3 – GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

2013

G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
	3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015	<ul style="list-style-type: none">Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés et reproduits	<ul style="list-style-type: none">Fournir une assistance technique et un soutien en actualisant et diffusant à tous les ÉTIO des informations sur les mouvements maritimes, en se concentrant sur les effets des paquebots sur les petites nations insulaires	Sous-total – 13 489		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				13 489		
				Sources de financement		
				AUXB	11 235	
	Soutien aux prog.	2 254				
	3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres	<ul style="list-style-type: none">Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux diffusées	<ul style="list-style-type: none">Fournir une assistance et un appui aux pays et territoires insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre de cours nationaux sur les déversements d'hydrocarbures dans 2 ÉTIOFournir une assistance aux ÉTIO en vue de la dispense d'une formation nationale sur la gestion des déchets solides et dangereux	Sous-total – 83 882		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				45 382	38 500	
				Sources de financement		
AUXB				52 359		
NZXB	9 023					
TAÏWAN-RÉPUBLIQUE DE CHINE	10 000					
À identifier	12 500					
WMPC3.3.2 Les Membres sont mieux équipés pour éviter et combattre la pollution marine	3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	<ul style="list-style-type: none">PACPOL mis en œuvre avec succès	<ul style="list-style-type: none">Consolider les données sur l'état et les impacts potentiels des épaves de la Seconde Guerre mondiale	Sous-total – 30 653		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				14 153	16 500	
				Sources de financement		
				AUXB	26 398	
Soutien aux prog.	2 254					
À identifier	2 000					

TOTAL PRIORITÉ 3	Frais de personnel	354 362 \$
	Frais de fonctionnement	661 778 \$
	Frais d'investissement	5 000 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>1 021 140 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	237 967
	NZXB	102 305
	Soutien aux prog.	14 090
Frais de fonctionnement :	France	200 025
	AUXB	64 000
	AUXXB	151 343
	OMI	55 000
	NZXB	24 400
	Taiwan-République de Chine	10 000
	PNUE-FEM	126 700
	PNUE	5 000
	À identifier	25 310
Frais d'investissement :	AUXXB	1 400
	NZXB	600
	PNUE-FEM	3 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	995 830	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	25 310	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

OBJECTIF : *D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement*

Contexte stratégique

La surveillance environnementale et la gouvernance resteront une priorité pour le PROE en 2013 car nous devons continuer de renforcer la gouvernance, la planification, la surveillance et les cadres de présentation des rapports pour gérer efficacement notre environnement et promouvoir le développement durable.

Le PROE continuera d'aider les Membres à mettre en place les cadres juridiques et institutionnels nécessaires à la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ainsi que les capacités nécessaires à leur participation efficace aux négociations internationales et organes directeurs. Il fournira une assistance en vue de l'amélioration de la planification environnementale et des cadres de régulation du développement aux niveaux national, infranational et sectoriel, en accordant une attention particulière à la révision des stratégies nationales de gestion de l'environnement.

Les résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) encouragent les Membres à formuler ou modifier leurs Stratégies nationales de développement durable (SNDD) et le PROE appuiera ces activités par le biais du groupe de travail du CORP sur le développement durable. Nous fournirons également une assistance aux Membres en vue de la préparation de la réunion Barbade+20 des petits États insulaires en développement qui se tiendra en 2014.

La phase II du projet du PNUE sur le renforcement des capacités des pays ACP devrait commencer en 2013. Ce projet continuera d'être le principal mécanisme de renforcement des capacités des Membres en vue de la mise en œuvre nationale des AME. Nous continuerons également de fournir une assistance technique aux Membres en vue de l'élaboration et de la soumission de demandes de financement au Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

L'amélioration des cadres régionaux de suivi et d'établissement des rapports sera une priorité pour 2013. Le PROE entend mettre en place un cadre régional convenu pour l'établissement des rapports sur l'état de l'environnement (SOE) et fournir des conseils et une assistance technique aux Membres en vue de la production de ces rapports nationaux.

Les activités prévues pour 2013 comprennent notamment :

- Soutien en matière de rédaction juridique et de renforcement institutionnel fourni aux Membres qui en font la demande
- Soutien continu en vue de la participation efficace des Membres à l'échelon international dans le cadre de réunions préparatoires aux Conférences des Parties et renforcement des capacités dans les domaines pertinents tels que la négociation
- Assistance aux Membres concernant la révision de leurs stratégies nationales de gestion de l'environnement pour les aider à mieux coordonner leurs plans sur les AME (PANA/PANSB) et leurs plans sectoriels
- Finalisation du cadre océanien concernant le suivi et l'établissement des rapports sur l'état de l'environnement aux échelons national et régional
- Fourniture d'assistance en matière de suivi et d'établissement de rapports nationaux sur l'état de l'environnement
- Début de la rédaction du rapport régional sur l'état de l'environnement
- Poursuite de l'appui aux Membres concernant l'intégration de l'environnement grâce à la formulation et à la révision de leurs stratégies nationales de développement durable
- Fourniture d'assistance aux Membres concernant la mise en œuvre des résultats de la Conférence Rio+20 et les préparatifs en vue de la Barbade+20
- Fourniture d'assistance aux Membres en vue de la soumission de demandes au FEM

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des activités de cette division :

Nom	Poste
Sefanaia Nawadra	Directeur de la division Surveillance environnementale et gouvernance
Theresa Fruean-Afa	Secrétaire du directeur/Assistante de division
Clark Peteru	Conseiller juridique
Gillian Key	Conseillère en développement des capacités
<i>Vacant</i>	<i>Conseiller en surveillance et planification environnementales</i>
Tepa SUAESI	Spécialiste de la planification environnementale
Paul Anderson	Spécialiste de la surveillance de l'environnement
Patrick Zerzan	Stagiaire chargé de la planification et de la surveillance de l'environnement
<i>Vacant</i>	<i>Conseiller chargé de l'assistance du FEM</i>

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires (USD)		
EMG1 EMG1.1 STRATÉGIE : Cadres propices Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes						
EMG 4.1.1 Adoption et utilisation formalisée des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations intégrées de l'environnement en tant qu'importants outils de planification dans tous les pays	4.1.1.1 D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement	• Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement) élaborés	• Formuler des directives régionales sur l'administration des EIE et mise à l'essai dans un pays insulaire océanien	Sous-total – 121 007		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				60 067	58 440	2 500
				Source de financement		
			AUXB	30 169		
			NZXB	42 280		
			Bailleurs multiples	4 983		
			PNUE	40 000		
			À identifier	3 575		
	4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq ÉTIO de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques	• Nombre de Membres ayant instauré des cadres réglementaires intégrés basés sur les modèles océaniques	• Assistance nationale en vue de l'intégration des directives sur les EIE dans les processus nationaux.	Sous-total – 113 282		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
		33 752	79 530	-		
		Source de financement				
		NZXB	40 252			
		PNUE	70 000			
		À identifier	3 030			
4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés	• Analyse des besoins réalisée	• Concevoir et réaliser l'analyse.	Sous-total – 5 282			
			Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement	
			5282			
			Source de financement			
					AUXB	5282
STRATÉGIE EMG1.2 : Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets						
EMG4.1.2 Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations majeures découlant des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales	4.1.2.1 D'ici 2012, actualisation et publication des examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 1990	• Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation sur l'environnement	• Actualiser l'examen de la législation environnementale nationale dans un pays insulaire océanien.	Sous-total – 56 212		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis- sement
				25 797	30 415	-
				Source de financement		
						AUXB
		NZXB	23 725			
		PNUE	18 000			

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires (USD)		
	4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (par ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation)	• Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AME	• Élaboration de lois sur l'environnement dans un pays insulaire océanien	Sous-total – 49 177		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis-sement
		19 202	29 975	-		
		Source de financement				
		Donateurs multiples	2 325			
	NZXB	17 826				
	PNUE	17 000				
	À identifier	12 025				
	4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels	• Nombre de propositions soumises par des pays océaniques ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance	• Contribuer à l'élaboration d'une feuille de route régionale pour Rio+20 • Réunion préparatoire à la 11e Conférence des Parties à la CNULD	Sous-total – 237 483		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis-sement
44 653				192 830	-	
Source de financement						
AUXB				55 556		
Soutien aux prog.				2 325		
NZXB	21 602					
À identifier	158 000					
EMG2 EMG 2.1 STRATÉGIE : Intégration Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire						
EMG4.2.1 Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale	4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale	• Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale	• Appuyer le processus d'intégration dans au moins 5 pays insulaires océaniques. Ce processus contribue également à la réalisation des cibles 4.2.1.2 et 4.2.1.3.	Sous-total – 463 257		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis-sement
				267 757	188 000	7 500
				Source de financement		
				AUXB	119 796	
				AUXXB	137 595	
Soutien aux prog.	2 325					
NZXB	21 041					
PNUE	182 500					

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires (USD)		
EMG3 : Renforcement des capacités						
EMG 3.1 STRATÉGIE : Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement						
EMG4.3.1 Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement	4.3.1.1 D'ici 2015, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none">Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale	<ul style="list-style-type: none">Élaboration d'un programme de formation (portant notamment sur les directives et le modèle) sur le suivi et l'évaluation de l'état de l'environnement	Sous-total – 84 508		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis-sement
				56 403	28 105	-
				Source de financement		
				AUXB	26 834	
	4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf ÉTIO	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant exécuté un programme de formation à la surveillance environnementale	<ul style="list-style-type: none">Activités de formation menées à titre expérimental dans au moins 4 pays insulaires océaniques	Sous-total – 63 035		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis-sement
				29 870	33 165	-
				Source de financement		
				AUXB	5 282	
	4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique	<ul style="list-style-type: none">Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau	<ul style="list-style-type: none">Établir et administrer un réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales.	Sous-total – 10 465		
				Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis-sement
				10 300	165	-
Source de financement						
AUXB				10 465		
4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés	<ul style="list-style-type: none">Proportion des déficits de capacités comblés	<ul style="list-style-type: none">Identifier les interventions du PROE reposant sur les résultats des ANCR	Sous-total – 11 223			
			Frais de personnel	Frais de fonction-nement	Frais d'investis-sement	
			10 563	660	-	
			Source de financement			
			AUXB	11 223		

Priorité 4 – SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE | 2013 G

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2012	Prévisions budgétaires (USD)		
EMG4. Suivi et établissement de rapports						
EMG4.1 – STRATÉGIE : Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement						
EMG4.4.1 Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions	4.4.1.1 D'ici 2015, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	<ul style="list-style-type: none">Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">Constituer une base de données pour la Micronésie	Sous-total – 147 426		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				75 596	71 830	
				Source de financement		
				AUXB	24 669	
	AUXXB	84 380				
	Soutien aux prog. PNUE	5 093				
	À identifier	20 000				
	13 285					
	4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015	<ul style="list-style-type: none">Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux	<ul style="list-style-type: none">Mettre en place des dispositifs sur l'accès, la qualité et le partage des données pour au moins 4 pays insulaires océaniques	Sous-total – 37 685		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
				10 185	22 500	5 000
				Source de financement		
				Soutien aux prog. PNUE	10 185	
	27 500					
4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq ÉTIO de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement	<ul style="list-style-type: none">Au moins 1 pays pilote recevant une assistance en vue de la préparation de son rapport sur l'état de l'environnement.	Sous-total – 54 162			
			Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement	
			37 332	16 830	-	
			Source de financement			
			AUXB	5 282		
AUXXB	16 465					
Soutien aux prog. NZXB	2 546					
PNUE	19 869					
10 000						

TOTAL PRIORITÉ 4	Frais de personnel	686 758 \$
	Frais de fonctionnement	752 445 \$
	Frais d'investissement	15 000 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>1 454 203 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	242 853
	AUXXB	228 270
	NZXB	168 471
	Soutien aux prog.	16 610
	Donateurs multiples	30 555
Frais de fonctionnement :	AUXB	53 225
	AUXXB	41 235
	NZXB	48 700
	FEM – PNUE	426 500
	À identifier	182 785
Frais d'investissement :	AUXB	2 500
	NZXB	2 500
	PNUE	10 000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	1 271 418	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	182 785	

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

Objectif : *Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres*

Contexte stratégique

Les Services généraux et administratifs s'efforceront en 2013 de faire du PROE une organisation efficace et rationnelle, en continuant d'appuyer la bonne mise en œuvre des nouvelles priorités stratégiques du PROE. Ces services couvrent la formulation et la planification des politiques, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information, la communication, les publications, ainsi que les services d'éducation et d'information.

Grâce à la nouvelle structure adoptée en 2012, les services généraux continueront d'appuyer les nouveaux domaines prioritaires de l'Organisation : changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, et surveillance environnementale et gouvernance.

Les nouveaux systèmes institutionnels et les nouvelles politiques découlant du processus de gestion du changement mené ces trois dernières années continueront d'être consolidés et mis en œuvre dans le cadre des opérations courantes du Secrétariat.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux :

Nom	Poste
David SHEPPARD	Directeur général
Kosi M. G. LATU	Directeur général adjoint
Rosanna GALUVAO Ah-CHING	Assistante personnelle du Directeur général
Apiseta ETI	Assistante personnelle du Directeur général adjoint
Non financé	Planificateur stratégique/Attaché de liaison avec les donateurs
Non financé	Responsable du développement et de la qualité de l'Organisation
Chris SLAVEN	Responsable des technologies de l'information
Epeli TAGI	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques
Billy CHAN TING	Spécialiste du développement d'applications web

En cours de recrutement	Développeur et administrateur de bases de données
Seema DEO	Conseillère en communication et sensibilisation
Nanette WOONTON	Chargée de l'information et des publications
Vacant	Chargé des publications
Vacant	Directeur du Centre d'information et de documentation et des archives
Miraneta WILLIAMS	<i>Bibliothécaire adjointe</i>
Lupe SILULU	Responsable des dossiers et des archives
Helen TUILAGI-AH KUOI	Assistante chargée des dossiers et des archives
Alofa TU'UUAU	Conseillère financière et administrative
Makereta KAURASI-MANUELI	Comptable
Vacant	Comptable de projet
Maraea SLADE-POGI	Comptable
Pauline FRUEAN	Chargée des conférences et des voyages
Ioane IOSEFO	Chargée des finances
Leilani CHAN TUNG	Chargée des finances
Rachel LEVI	Chargée des finances
Vacant	Assistant financier et administratif
Petaia l'AMAFANA	Responsable des biens immobiliers
Faamanatu SITITI	Chauffeur/commis
Tologauvale LEAULA	Préposée au nettoyage et au thé
Amosa TO'OTO'O	Préposé au nettoyage et au thé
Silupe GAFA	Jardinier
Simeamativa LEOTA-VAAI	Conseillère en ressources humaines
Luana CHAN	Chargée des ressources humaines
Christine PURCELL	Administratrice adjointe des ressources humaines
Jolynn FEPULEAI	Administratrice adjointe des ressources humaines
Monica TUPAI	Réceptionniste/Service à la clientèle

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
Volet : 5.1 – Direction générale						
CS1.1 – Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services						
C5.1.1 Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015	5.1.1.1 Évaluer l’efficacité de la prestation des services généraux pour veiller à ce que le Secrétariat puisse réaliser les priorités du Plan stratégique 2011-2015	<ul style="list-style-type: none">Secrétariat disposant des ressources et du soutien nécessaires à la réalisation des priorités stratégiques du Plan 2011-2015	<ul style="list-style-type: none">Renforcement des services généraux pour veiller à la bonne mise en œuvre des priorités stratégiques	Sous-total – 853 849		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				556 849	297 000	
				Source de financement		
	5.1.2.1 Veiller à la planification et à l’organisation efficaces de la Conférence du PROE et des autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable	<ul style="list-style-type: none">Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d’y participer	<ul style="list-style-type: none">Soutien et planification efficaces de la Conférence annuelle du PROE.	Budget de base NZXB	841 774 12 075	
5.1.3.1 Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres	<ul style="list-style-type: none">Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes	<ul style="list-style-type: none">Les Membres reçoivent des mises à jour régulières et le Président est tenu informé sur les grands dossiers.				
Volet : 5.2 – Information et communication						
Sous-élément : 5.2.1 – Technologies de l’information et télécommunications						
C5.2.1a Fournir des systèmes d’information et de communication fiables et conviviaux	5.2.1.1 Gestion des bases de données de l’Organisation et des programmes	<ul style="list-style-type: none">Bases de données de l’Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable.	<ul style="list-style-type: none">Amélioration continue du site web et de l’Intranet du PROERedéveloppement des anciennes applications de bases de données de l’Organisation développées en interneConseils techniques et assistance en vue de la mise en œuvre du nouveau système d’information sur les ressources humaines et du système financier Microsoft Navision	Sous-total – 1 078 549		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investissement
				772 173	285 876	20 500
				Source de financement		
				Budget de base	403 490	
				Donateurs multiples	465 840	
				NZXB	126 170	
				À identifier	27 126	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)
	5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat	<ul style="list-style-type: none">• TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable.• Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat.	<ul style="list-style-type: none">• Migration du serveur du PROE vers Windows 2008 R2.• Virtualisation du parc de serveurs du PROE• Amélioration de l'infrastructure des TIC – stockage, onduleur, réseau sans fil, remplacement des commutateurs centraux et SAN• Formation du personnel sur les services informatiques et les applications logicielles courantes.• Fournir un soutien à la Conférence du PROE• Fournir des conseils et un appui techniques au Portail océanien sur le changement climatique	
	5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC	<ul style="list-style-type: none">• Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique.	<ul style="list-style-type: none">• Réviser et tester les plans antisinistres du PROE• Réviser et mettre en œuvre les règles et procédures sur les TIC	
Volet : 5.2 – Information et communication				
Sous-volet : 5.2.2 – Unité de documentation et d'information				
C5.2.2a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux	5.2.2.1 Systèmes d'archivage développés et mis à jour	<ul style="list-style-type: none">• Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide.	<ul style="list-style-type: none">• Numériser le reste des anciens documents et de la correspondance du PROE. Poursuivre la numérisation des lettres d'accord et des mémorandums d'entente du PROE.	
	5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires	<ul style="list-style-type: none">• Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits.• Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable.• Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique.	<ul style="list-style-type: none">• Fournir des services de recherche et de documentation au personnel du PROE et aux parties intéressées de la région.• Développer la base de données et l'infrastructure Internet de la bibliothèque du PROE pour maximiser l'accès aux matériels d'information sur l'environnement. Recenser les documents pertinents, les cataloguer et les saisir dans la base de données de la bibliothèque. Développer le site web de la bibliothèque du PROE pour améliorer l'accès aux données actuelles et historiques sur l'environnement océanien.	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)
		<ul style="list-style-type: none">Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région.	<ul style="list-style-type: none">Développer et améliorer les systèmes d'identification, de conservation et d'indexation des publications du PROE, des matériels promotionnels et des informations sur l'Organisation sur supports papier et électronique pour faciliter l'accès au cahier des charges des programmes du PROE et aux données historiques sur le Secrétariat.Acquérir des documents sur supports papier et électronique pour répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région.Diffuser aux parties concernées – y compris aux bibliothèques de référence – des exemplaires des publications du PROE dans les délais prévus et sur un support approprié.	
	5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis	<ul style="list-style-type: none">Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuellesServices de courrier et d'archivage fournis	<ul style="list-style-type: none">Évaluer et améliorer la gestion des dossiersFournir des services de gestion des dossiers fiables au Secrétariat	
Volet : 5.2 – Information et communication				
Sous-volet : 5.2.3 – Communication, publications et éducation				
C5.2.3a Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées	5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux	<ul style="list-style-type: none">Nombre de pays dotés de stratégies de communicationNombre de supports d'éducation et de sensibilisation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE	<ul style="list-style-type: none">Exécuter dans deux pays des programmes de formation en communication et marketing social, couvrant notamment les mesures de suivi et d'évaluation de la communicationFournir une assistance à la planification et à la mise en œuvre de stratégies de communication sur le changement climatique, les espèces envahissantes et les déchets (avec une participation nationale)Recenser et cataloguer les matériels pédagogiques pour les éducateurs, y compris pour les médias, et mettre à jour le site web	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)
	5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de rapports et documents techniques remaniés pour un public non technique • Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des produits de communication pour diffuser les rapports techniques du PROE sur les principales thématiques : conservation de la biodiversité, gestion des espèces envahissantes et adaptation au changement climatique • Contributions à la Conférence de 2013 sur la conservation de la nature • Contributions à la PCCR de 2013 • Analyser la faisabilité de mettre en place une série de séminaires régionaux du PROE (par Internet ou d'autres mécanismes) 	
	5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> • Initiative PEEL en place • Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau • Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du PEEL 	<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer et mettre en place un mécanisme de financement durable pour le PEEL (atelier/réseaux) • Recruter un coordinateur du PEEL (à temps partiel, en attendant un financement à long terme) • Mettre en place un programme de stages (un stagiaire du PEEL dans une organisation régionale ou autre concernée) • Permettre la participation de membres sélectionnés du PEEL à deux ateliers régionaux, notamment la Conférence du Pacifique sur la conservation de la nature • Organiser le 2^e Colloque du PEEL 	
	5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales 5.2.3.4 Activités d'éducation et de sensibilisation de tous les programmes du PROE menées de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de directives de communication et d'éducation pour le Secrétariat • Enseignements tirés des expériences océaniques d'EDD partagées aux échelons régional et international 	<ul style="list-style-type: none"> • Coordonner les réunions régulières du groupe de travail du PROE sur la communication • Participation du PROE à l'examen de l'EDD à la fin de la Décennie pour l'EDD • Participer à la Conférence internationale sur l'éducation à l'environnement 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)
	5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias	<ul style="list-style-type: none"> • Contacts et relations renforcés avec les médias • Médias recevant régulièrement des informations du PROE, conformément à la politique de mobilisation des médias • Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour les listes des contacts médiatiques et non médiatiques du PROE • Réaliser une activité conjointe de sensibilisation à l'environnement et renforcer la diffusion d'informations en collaboration avec un partenaire médiatique • Diffuser des communiqués de presse hebdomadaires par le biais des listes des contacts médiatiques et non médiatiques • Organiser en interne deux activités de formation médiatique pour les agents du PROE • Lancement du Prix des médias Vision Pasifika 2013 • Fournir un soutien aux agents chargés des programmes pour s'assurer que les profils des divisions sont judicieux et de haute qualité. 	
	5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension	<ul style="list-style-type: none"> • Production de documents dans le but d'aider les médias océaniques à diffuser des informations factuelles • Formation proposée aux médias océaniques pour renforcer la couverture des thématiques environnementales 	<ul style="list-style-type: none"> • Produire des ressources pour les médias et les diffuser aux organisations médiatiques du Pacifique • Organiser (au moins) un atelier de formation pour les médias nationaux et les professionnels de l'information • Organiser un atelier régional de formation pour que les médias océaniques renforcent la couverture des thématiques environnementales. 	
	5.2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les volets de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias	<ul style="list-style-type: none"> • Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux • Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux • Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Produire et diffuser des ressources pour contribuer au renforcement des capacités de mobilisation médiatique des Membres du PROE • Fournir une assistance et des conseils aux Membres du PROE en vue de la production de stratégies nationales de communication pour renforcer les relations publiques et les relations avec les médias. • Organiser six séances sur les techniques médiatiques dans le cadre des ateliers régionaux tenus au PROE • Élaborer un module de formation aux techniques médiatiques pour les agences nationales de protection de l'environnement • Dispenser une formation aux agents chargés de l'environnement et de l'information pour renforcer leurs activités médiatiques 	

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)
	5.2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales	<ul style="list-style-type: none"> Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniens lors de certaines réunions régionales et internationales 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la couverture médiatique des activités et manifestations océaniques lors des conférences régionales et internationales. Assurer une couverture médiatique et un soutien en communication lors du Congrès sur la conservation de la nature et de la Table ronde sur le changement climatique Organiser une session de planification de la communication lors des réunions préparatoires aux conférences régionales et/ou internationales pour produire une stratégie de communication pour ces conférences Fournir une assistance aux Membres en vue de la mise en œuvre de la stratégie de communication, de l'organisation de manifestations et d'activités de communication. 	
	5.2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international	<ul style="list-style-type: none"> Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE en matière d'impact et d'identité dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE Site web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE 	<ul style="list-style-type: none"> Organiser des manifestations médiatiques pour attirer l'attention sur le PROE dans l'ensemble du Pacifique Organiser une manifestation de relations publiques avec les Membres pour attirer l'attention sur le PROE et ses activités nationales Utiliser la série de séminaires proposée pour attirer l'attention sur le rôle du PROE dans la région 	
	5.2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE	<ul style="list-style-type: none"> Toutes les publications du PROE (écrites, audiovisuelles et Internet) sont de haute qualité, conformément aux directives du PROE en matière de visibilité, et sont largement diffusées aux publics visés Programme sur le réseau social du PROE lancé Le personnel du Secrétariat et les agents dans les pays ont accès à des orientations claires sur la production des publications et les prestataires de services appropriés 	<ul style="list-style-type: none"> Gérer la production de toutes les publications du PROE, y compris l'édition et la conception Recenser les sites/mécanismes de réseaux sociaux et y créer des sites pour le PROE Élaborer des programmes de suivi et d'évaluation pour évaluer la valeur des réseaux Fournir à la demande une assistance au personnel du PROE et aux agents dans les pays concernant la production de publications Actualiser la liste des prestataires de services d'édition Élaborer un programme de familiarisation pour les agents du PROE concernant les processus et politiques en matière d'édition. 	

Objectifs pour 2015		Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
Volet : 5.3 – Finances et administration							
C5.3.1 Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns	5.3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	<ul style="list-style-type: none">États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	<ul style="list-style-type: none">Préparer les rapports financiers annuels en temps voulu et obtenir l’approbation sans réserve des commissaires aux comptes	Sous-total – 954 516			
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d’investis- sement	
				458 716	489 800	6 000	
	5.3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	<ul style="list-style-type: none">Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	<ul style="list-style-type: none">Fournir en temps voulu des rapports financiers et de vérification des comptes fiables à la demande des donateurs	Source de financement			
	5.3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes	<ul style="list-style-type: none">Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	<ul style="list-style-type: none">Préparer les rapports financiers et budgétaires mensuels requis par la direction et les chargés de projet.Fournir des services financiers professionnels et des conseils aux agents	AUXXB Budget de base Donateurs multiples			
	5.3.1.4 Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers	<ul style="list-style-type: none">Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d’atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour.	<ul style="list-style-type: none">Mettre en œuvre le projet sur le nouveau système comptable NAVISIONRéviser et améliorer les systèmes comptables et les procédures administratives et financièresRéviser et actualiser les règlements financiers pour répondre aux exigences des donateursRecenser, évaluer et réviser les procédures et risques financiers et apporter les améliorations nécessaires pour minimiser les risquesGérer le placement des réserves et excédents du PROE				
	5.4.4.1 Gestion et administration des biens	<ul style="list-style-type: none">Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés	<ul style="list-style-type: none">Élaborer et actualiser les systèmes et processus administratifs pertinents, y compris en matière de gestion des biensVeiller à ce que tous les biens du Secrétariat soient dûment entretenus, assurés et protégésFournir des services d’appui administratif au Secrétariat et procéder à leur examen si nécessaire				

Objectifs pour 2015	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2013	Prévisions budgétaires (USD)		
Volet : 5.4 – Gestion des ressources humaines						
C5.4.1 Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion des ressources humaines	5.4.1.1 Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Conseils stratégiques fournis en matière de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Fournir des conseils réguliers et actualisés à la direction sur les questions stratégiques de gestion des ressources humaines conformément aux meilleures pratiques	Sous-total – 284 280		
				Frais de personnel	Frais de fonctionnement	Frais d'investissement
	5.4.2.1 Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none">Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jourPolitiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles<ul style="list-style-type: none">a. Recrutement et sélectionb. Rémunérationc. Fidélisationd. Initiatione. Conditions d'emploif. Hygiène et sécurité du travailg. Relations du travailAnalyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l'Organisation	<ul style="list-style-type: none">Veiller à l'application du règlement du personnel révisé et fournir régulièrement des conseils sur les domaines pouvant être améliorésRéviser et actualiser les politiques et procédures de gestion des ressources humaines et élaborer les politiques nécessaires pour refléter les meilleures pratiques actuellesParticiper aux activités du groupe de travail du CORP sur l'harmonisation, notamment à son plan de travailPoursuivre la mise en œuvre du projet sur les systèmes d'information concernant les ressources humainesDescriptions de poste actualisées de sorte à refléter la structure de l'Organisation et les fonctions associéesContinuer de recenser les domaines de développement des ressources humaines et veiller au recrutement et à la fidélisation d'agents qualifiés	205 780	78 500	
				Source de financement		
				Budget de base Donateurs multiples	256 100 28 180	
	5.4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels et formation et perfectionnement	<ul style="list-style-type: none">Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunérationPlans de formation et de perfectionnement pris en compte	<ul style="list-style-type: none">Évaluer le nouveau Système d'amélioration des résultats personnels et recenser les domaines pouvant être améliorésRecenser les possibilités de formation et de perfectionnement conformément aux plans associés dans l'optique du perfectionnement professionnel et du renforcement des capacités			

TOTAL PRIORITÉ 5	Frais de personnel	1 993 518 \$
	Frais de fonctionnement	1 151 176 \$
	Frais d'investissement	26 500 \$
	TOTAL GÉNÉRAL	<u>3 171 194 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXXB	3 923
	BUDGET DE BASE	1 147 320
	Soutien aux prog.	732 030
	NZXB	110 245
Frais de fonctionnement :	AUXXB	72 000
	NZXB	28 000
	Budget de base	1 024 050
	À identifier	27 126
Frais d'investissement :	Budget de base	26 500
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	3 171 194	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER		

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2013 - Par résultat
CHANGEMENT CLIMATIQUE

	1.1.1.1	1.1.1.2	1.1.2.1	1.1.3.1	1.2.1.1	1.2.1.2	1.2.1.3	1.2.1.4	1.2.2.1	1.2.3.1	1.2.3.2	1.3.1.1	1.3.2.1	1.3.3.1	1.3.4.1	2013
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	DÉPENSES PRÉVUES
I. FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur - Changement climatique	10,716	10,716	10,716	9,185	10,716	10,716	10,716	10,716	10,716	10,716	10,716	9,185	9,185	9,185	9,185	153,090
Responsable du PIGGAREP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,241	64,687	9,241	9,241	92,410
Spécialiste de l'atténuation du changement clim.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,401	58,807	8,401	8,401	84,010
Conseiller en adaptation au changement clim.	24,186	16,124	-	-	8,062	8,062	-	-	12,093	12,093	-	-	-	-	-	80,620
Conseiller en changement climatique	11,701	11,701	23,402	23,402	11,701	5,851	-	-	5,851	11,701	11,701	-	-	-	-	117,010
Spécialiste de la gestion des connaissances	-	-	11,769	-	7,846	54,922	-	-	-	-	-	-	-	-	-	74,537
Chargé de projet - PIGGAREP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17,202	34,404	17,202	17,202	86,010
Conseiller en coordination sur le changement clim.	-	-	-	-	21,132	28,176	-	-	21,132	-	-	-	-	-	-	70,440
Conseiller juridique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,075	-	-	-	-	-	12,075
Responsable du PACC	-	12,362	86,534	-	24,724	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	123,620
Chargé de projet - PACC	-	7,319	51,233	-	14,638	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	73,190
Chargé des finances - PACC	-	-	61,056	-	15,264	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	76,320
Chef de projet - FINPAC	-	-	-	-	21,416	-	42,832	42,832	-	-	-	-	-	-	-	107,080
Coordinateur du SMOC-IP	-	-	-	-	15,888	-	31,776	31,776	-	-	-	-	-	-	-	79,440
Coordinateur du PI-GOOS	-	-	-	-	-	14,088	-	56,352	-	-	-	-	-	-	-	70,440
Spécialiste en météorologie et climatologie	-	-	-	-	16,146	-	32,292	32,292	-	-	-	-	-	-	-	80,730
Coordinateur de la résilience au changement clim.	39,720	39,720	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	79,440
Chargé de communication sur le changement clim.	-	-	-	-	-	21,540	-	-	21,540	-	-	-	-	-	-	43,080
Assistant de programme	1,584	-	1,584	1,584	1,584	1,408	-	1,408	1,408	-	1,408	1,408	1,408	1,408	1,408	17,600
87,907	97,942	246,294	34,171	169,117	144,763	117,616	175,376	72,740	46,585	23,825	45,437	168,491	45,437	45,437	1,521,142	
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Dépenses d'administration	10,020	227,582	31,958	9,405	42,818	23,033	17,283	19,038	2,563	7,250	950	2,214	46,719	798	1,536	443,165
Frais généraux	9,700	2,000	29,100	550	10,600	41,025	5,225	17,275	3,225	1,100	1,100	900	5,650	300	600	128,350
Consultants	64,000	6,000	58,000	-	45,000	52,000	16,000	96,003	-	-	-	6,000	600,000	3,000	5,000	951,003
Réunions/Conférences	-	50,000	114,480	-	12,200	116,922	114,200	39,700	11,200	69,200	6,200	-	55,000	-	-	589,102
Formation - ÉTIO	-	-	262,000	93,500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	355,500
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	26,500	10,500	16,000	-	19,300	14,200	34,400	34,400	11,200	2,200	2,200	30,000	50,000	10,000	20,000	280,900
Manifestations spéciales	-	10,000	-	-	-	6,180	-	-	-	-	-	-	10,000	-	-	26,180
Financements de projets versés aux pays	350,000	3,662,195	252,000	20,000	248,470	-	-	-	-	-	-	-	1,418,800	-	-	5,951,465
460,220	3,968,277	763,538	123,455	378,388	253,360	187,108	206,416	28,188	79,750	10,450	39,114	2,186,169	14,098	27,136	8,725,665	
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	3,000	3,000	-	-	-	-	5,000	-	-	11,000
TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-	3,000	3,000	-	-	-	-	5,000	-	-	11,000
TOTAL GÉNÉRAL	548,127	4,066,219	1,009,832	157,626	547,506	398,123	307,724	384,792	100,927	126,335	34,275	84,551	2,359,660	59,535	72,573	10,257,808

Cibles

- 1.1.1.1 Intégration de l'adaptation au changement climatique, y compris des approches écosystémiques, et de la réduction des risques dans les stratégies de développement durable
- 1.1.1.2 Les enseignements des efforts d'adaptation, y compris ceux déployés dans le cadre du PACC, auront été documentés dans au moins cinq pays participant à ce projet
- 1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés
- 1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre
- 1.2.1.1 Au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et pourront utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes lors de l'élaboration de politiques
- 1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication
- 1.2.1.3 Mise en œuvre de toutes les recommandations de l'examen des services météorologiques régionaux
- 1.2.1.4 Au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanique et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases sur le climat et les catastrophes naturelles
- 1.2.2.1 Participation et prise de décision éclairées pour répondre aux impacts du changement climatique
- 1.2.3.1 D'ici 2015, participation efficace de tous les Membres insulaires aux principales négociations internationales sur le changement climatique
- 1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région au cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- 1.3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région
- 1.3.2.1 D'ici 2015, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation
- 1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques
- 1.3.4.1 D'ici 2015, tous les Membres seront dotés d'une autorité nationale d'application des mécanismes de compensation des émissions de carbone et auront élaboré des projets au titre du Mécanisme pour un développement prop

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2013 - Par résultat BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	2.1.1.1	2.1.1.2	2.1.1.3	2.1.1.4	2.1.1.5	2.1.1.6	2.1.2.1	2.1.3.1	2.1.4.1	2.1.5.1	2.2.1.1	2.2.1.2	2.2.2.1	2.2.2.2	2.2.2.3
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues
I. FRAIS DE PERSONNEL															
Directeur - Biodiversité et gestion écosystémique	8,442	-	8,442	-	-	-	8,442	8,442	8,442	8,442	-	8,442	8,442	-	-
Conseiller en biodiversité	34,809	-	-	-	-	-	19,891	34,809	9,945	-	-	-	-	-	-
Spécialiste des espèces envahissantes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller en gestion côtière et marine	-	9,403	9,403	28,209	-	-	28,209	-	9,403	9,403	-	-	-	-	-
Conseiller juridique	-	6,038	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,038
Spécialiste de la gestion des écosystèmes terrestres	27,220	50,551	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Spécialiste de l'adaptation écosystémique	-	-	-	-	-	-	87,710	-	-	-	-	-	-	-	-
Chargé de la communication sur le changement climatique	-	-	-	-	-	-	43,080	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseiller sur les espèces marines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,406	7,406	6,583	10,698	9,875	-
Spécialiste de la surveillance de l'environnement	-	-	-	-	-	-	10,185	-	-	5,093	-	-	-	-	-
Responsable du PILN	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Coordinateur des projets du FEM	9,638	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9,638	-
Responsable de la base de données sur les tortues	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable Ramsar pour l'Océanie	-	-	-	-	41,620	29,134	4,162	-	8,324	-	-	-	-	-	-
Agent océanien chargé de la CMS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2,795	2,446	1,747	-
Assistant de programme	1,361	-	-	-	-	-	1,361	1,361	1,361	1,166	-	1,166	-	-	1,166
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	81,469	65,991	17,845	28,209	41,620	29,134	203,040	44,612	37,475	24,104	7,406	19,810	17,471	22,082	17,079
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
Dépenses d'administration	12,589	16,299	1,162	1,210	1,430	295	37,357	15,807	949	637	230	1,632	1,337	6,460	50
Frais généraux	2,977	24,300	615	4,100	1,600	950	41,570	5,465	1,440	2,365	800	5,315	1,565	3,632	500
Consultants	11,250	30,000	-	-	-	-	140,000	30,000	-	-	-	-	-	11,250	-
Réunions/Conférences	45,300	64,690	2,000	5,000	5,000	2,000	86,000	122,600	2,000	4,000	-	4,000	3,200	10,000	-
Formation - ÉTIO	-	14,000	-	-	-	-	20,000	-	-	-	-	-	-	-	-
Détachements - ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	35,125	-	9,000	-	5,500	-	76,000	-	5,000	-	1,500	7,000	8,600	9,525	-
Manifestations spéciales	1,050	30,000	-	-	-	-	-	-	1,050	-	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	100,000	-	-	-	-	-	35,000	-	-	-	-	-	-	100,000	3,000
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	208,291	179,289	12,777	10,310	13,530	3,245	435,927	173,872	10,439	7,002	2,530	17,947	14,702	140,867	3,550
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT															
Dépenses d'investissement	500	-	-	3,000	2,200	-	10,000	-	-	-	-	-	-	500	-
TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT	500	-	-	3,000	2,200	-	10,000	-	-	-	-	-	-	500	-
TOTAL GÉNÉRAL	290,260	245,280	30,622	41,519	57,350	32,379	648,967	218,483	47,914	31,105	9,936	37,756	32,173	163,449	20,629

Cibles

- 2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutant leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (ou leurs équivalents)
- 2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010
- 2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien
- 2.1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage océanique pleinement opérationnelle
- 2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniques auront ratifié la Convention de Ramsar
- 2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires
- 2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres insulaires
- 2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine
- 2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME
- 2.1.5.1 Recensement du nombre de zones d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB
- 2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012
- 2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou ses mémorandums d'entente
- 2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents
- 2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces
- 2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages

SUITE
ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2013 - Par résultat
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

2.2.3.1	2.2.4.1	2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	2013
Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	DÉPENSES PRÉVUES
8,442	8,442	8,442	-	-	8,442	-	-	8,442	8,442	8,442	-	7,035	-	7,035	140,700
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	99,454
-	-	-	-	-	21,163	9,700	15,872	1,764	7,054	1,764	1,764	12,345	-	16,754	88,180
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	94,030
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,075
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77,770
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	87,710
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	43,080
-	24,687	4,115	7,406	4,115	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	82,290
-	-	-	-	-	5,093	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20,370
-	-	-	-	-	8,953	2,984	-	29,845	8,953	-	-	8,953	-	-	59,690
-	-	-	-	-	-	16,063	-	-	16,063	-	-	-	-	12,850	64,250
65,596	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	65,596
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	83,240
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,988
1,166	1,166	-	-	1,166	-	1,166	-	1,166	1,166	-	1,166	1,166	-	1,166	19,440
75,204	34,295	12,557	7,406	5,281	43,651	29,913	15,872	41,217	41,679	10,206	2,930	29,500	-	37,806	1,044,864
2,182	857	237	250	50	8,207	8,617	1,300	1,447	7,913	237	-	487	-	8,503	137,725
9,315	1,565	865	500	500	15,065	749	1,000	465	1,215	865	-	365	-	1,115	130,778
-	-	-	-	-	20,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	242,500
1,500	1,500	1,500	-	-	7,000	9,834	-	14,000	4,834	1,500	-	4,500	-	14,832	416,790
-	-	-	2,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36,000
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11,000	5,500	-	-	-	40,000	16,500	12,000	-	14,000	-	-	-	-	10,000	266,250
-	-	-	10,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42,100
-	2,000	-	-	-	-	120,000	-	-	120,000	-	-	-	-	120,000	600,000
23,997	11,422	2,602	12,750	550	90,272	155,700	14,300	15,912	147,962	2,602	-	5,352	-	154,450	1,872,143
-	-	-	-	-	-	84	-	-	83	-	-	-	-	83	16,450
-	-	-	-	-	-	84	-	-	83	-	-	-	-	83	16,450
99,201	45,717	15,158	20,156	5,831	133,923	185,697	30,172	57,128	189,724	12,807	2,930	34,852	-	192,339	2,933,456

2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS

2.2.4.1 D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces

2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniques

2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)

2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines

2.3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et des mesures concertées seront prises en consé

2.3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux

2.3.1.3 D'ici 2015, adoption par cinq Membres insulaires de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes

2.3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniques seront membres du PILN

2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place

2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces

2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés

2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes

2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5

2.3.6.1 D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2013 - Par résultat
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE

I. FRAIS DE PERSONNEL

Directeur - Gestion des déchets et lutte contre la pollution	43,967	-	-	-	25,124	12,562	-	6,281	-	6,281	-	25,124	6,281	125,620
Conseiller en gestion des déchets solides	27,069	-	4,512	4,512	4,512	9,023	4,512	9,023	4,512	13,535	-	9,023	-	90,230
Conseiller juridique	12,075	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	12,075
Conseiller en pollution	11,235	33,704	-	5,617	-	-	5,617	11,235	16,852	-	11,235	11,235	5,617	112,347
Assistant de programme	2,395	2,395	-	-	2,395	2,395	-	-	-	-	2,254	-	2,254	14,090

TOTAL FRAIS DE PERSONNEL

II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Dépenses d'administration	19,043	1,000	500	450	5,900	1,500	-	-	5,000	14,060	-	3,500	1,500	52,453
Frais généraux	14,015	-	5,000	4,500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	23,515
Consultants	67,010	10,000	-	-	40,000	-	-	-	-	78,000	-	-	-	195,010
Réunions/Conférences	5,000	-	-	-	6,000	-	-	-	-	-	-	-	15,000	26,000
Formation - États et territoires océaniques	-	-	-	-	-	5,000	-	-	50,000	62,000	-	-	-	117,000
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25,000	-	25,000
Assistance dans les pays	28,000	-	-	-	10,000	10,000	-	-	-	-	-	10,000	-	58,000
Manifestations spéciales	75,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	75,000
Financements de projets versés directement aux pays	25,000	-	-	-	64,800	-	-	-	-	-	-	-	-	89,800

TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT

III. FRAIS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement	1,400	-	-	-	3,000	-	-	-	-	600	-	-	-	5,000
---------------------------	-------	---	---	---	-------	---	---	---	---	-----	---	---	---	-------

TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT

TOTAL GÉNÉRAL

3.1.1.1	3.1.1.2	3.1.1.3	3.1.1.4	3.1.1.5	3.2.1.1	3.2.1.2	3.2.1.3	3.3.1.1	3.3.1.2	3.3.1.3	3.3.1.4	3.3.2.1	2013
Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	DÉPENSES PRÉVUES
96,741	36,099	4,512	10,129	32,031	23,980	10,129	26,539	21,364	19,816	13,489	45,382	14,153	354,362
233,068	11,000	5,500	4,950	126,700	16,500	-	-	55,000	154,060	-	38,500	16,500	661,778
1,400	-	-	-	3,000	-	-	-	-	600	-	-	-	5,000
1,400	-	-	-	3,000	-	-	-	-	600	-	-	-	5,000
331,209	47,099	10,012	15,079	161,731	40,480	10,129	26,539	76,364	174,476	13,489	83,882	30,653	1,021,140

Cibles

- 3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres
- 3.1.1.2 D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires
- 3.1.1.3 Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements
- 3.1.1.4 Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq Membres insulaires d'ici 2014
- 3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013
- 3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six Membres insulaires
- 3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales
- 3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015
- 3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par la FAO
- 3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres
- 3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015
- 3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres
- 3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)

ANALYSE BUDGETAIRE DETAILLEE POUR 2013 - Par résultat
SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

	4.1.1.1	4.1.1.2	4.1.1.3	4.1.2.1	4.1.2.2	4.1.2.3	4.2.1.1	4.3.1.1	4.3.1.2	4.3.1.3	4.3.2.1	4.4.1.1	4.4.1.2	4.4.1.6	2,013
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	Dépenses prévues	DÉPENSES PRÉVUES
I. FRAIS DE PERSONNEL															
Directeur - Surveillance environnementale et gouvernance	13,722	-	-	13,722	-	27,444	54,888	13,722	-	-	-	13,722	-	-	137,220
Conseiller juridique	12,075	24,150	-	12,075	12,075	-	12,075	-	-	-	-	-	-	-	72,451
Conseiller en développement des capacités	5,282	-	5,282	-	-	5,282	58,098	5,282	5,282	-	10,563	5,282	-	5,282	105,633
Conseiller en surveillance et planification environnementales	-	-	-	-	-	-	20,600	10,300	-	10,300	-	51,500	-	10,300	103,000
Spécialiste de la planification écologique	24,005	9,602	-	-	4,801	9,602	4,801	9,602	14,403	-	-	-	-	19,204	96,020
Conseiller chargé de l'assistance du FEM	-	-	-	-	-	-	114,970	-	-	-	-	-	-	-	114,970
Spécialiste de la surveillance de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	2,546	10,185	-	-	5,093	10,185	2,546	30,555
Assistant de programme	4,983	-	-	-	2,325	2,325	2,325	4,651	-	-	-	-	-	-	16,610
TOTAL FRAIS DE PERSONNEL	60,067	33,752	5,282	25,797	19,202	44,653	267,757	46,103	29,870	10,300	10,563	75,596	10,185	37,332	676,458
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
Dépenses d'administration	5,540	7,230	-	2,765	2,725	17,530	55,400	2,555	3,015	15	60	6,530	2,500	1,530	107,395
Frais généraux	2,900	300	-	150	250	300	27,600	550	150	150	600	3,300	-	300	36,550
Consultants	25,000	12,000	-	21,500	22,000	-	-	20,000	-	-	-	-	-	-	100,500
Réunions/Conférences	-	-	-	-	-	160,000	20,000	-	-	-	-	-	20,000	-	200,000
Formation - États et territoires océaniques	5,000	30,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	35,000
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	20,000	30,000	-	6,000	5,000	15,000	85,000	5,000	30,000	-	-	62,000	-	15,000	273,000
Manifestations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT	58,440	79,530		30,415	29,975	192,830	188,000	28,105	33,165	165	660	71,830	22,500	16,830	752,445
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT															
Dépenses d'investissement	2,500	-	-	-	-	-	7,500	-	-	-	-	-	5,000	-	15,000
TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT	2,500	-	-	-	-	-	7,500	-	-	-	-	-	5,000	-	15,000
TOTAL GÉNÉRAL	121,007	113,282		56,212	49,177	237,483	463,257	74,208	63,035	10,465	11,223	147,426	37,685	54,162	1,443,903

Cibles

- 4.1.1.1 D'ici 2015, élaboration de modèles océaniques de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement
- 4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables, inspirés des modèles océaniques
- 4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés
- 4.1.2.1 D'ici 2012, actualisation et publication des examens nationaux des lois sur l'environnement réalisés dans les années 1990
- 4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement
- 4.1.2.3 Les pays océaniques ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Parties aux AME et par les donateurs potentiels
- 4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq Membres insulaires participent à la planification environnementale nationale
- 4.3.1.1 D'ici 2012, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement
- 4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires
- 4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique
- 4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés
- 4.4.1.1 D'ici 2012, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données
- 4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015
- 4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2013 - Par résultat
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

COÛTS DE MISE EN ŒUVRE

I. FRAIS DE PERSONNEL

Directeur général	245,590	-	-	-	245,590
Directeur général adjoint	173,430	-	-	-	173,430
Assistante du Directeur général	22,090	-	-	-	22,090
Assistante du Directeur général adjoint	24,810	-	-	-	24,810
Directeur des technologies de l'information	-	98,450	-	-	98,450
Directeur du Centre d'information et de documentation et des archives	-	79,820	-	-	79,820
Conseillère financière et administrative	-	-	113,410	-	113,410
Conseiller en ressources humaines	-	-	-	100,840	100,840
Administrateur adjoint des ressources humaines	-	-	-	63,480	63,480
Comptable	-	-	24,810	-	24,810
Responsable des dossiers et archives	-	23,830	-	-	23,830
Chargé des finances {1}	-	-	13,490	-	13,490
Réceptionniste / Service à la clientèle	-	-	-	11,140	11,140
Chauffeur/commis	-	-	10,180	-	10,180
Responsable thé / Agent de nettoyage	-	-	8,380	-	8,380
Responsable des biens immobiliers	-	-	20,930	-	20,930
Jardinier	-	-	8,380	-	8,380
Comptable financier	-	-	85,470	-	85,470
Comptable de projet	-	-	77,620	-	77,620
Chargé des finances {2}	-	-	16,440	-	16,440
Chargé des finances {3}	-	-	14,880	-	14,880
Assistant chargé des finances et de l'administration	-	-	14,880	-	14,880
Assistant chargé des dossiers et archives	-	16,610	-	-	16,610
Responsable thé / Agent de nettoyage	-	-	8,380	-	8,380
Responsable des conférences et des voyages	-	-	20,340	-	20,340
Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques	-	89,440	-	-	89,440
Spécialiste du développement d'applications web	-	76,980	-	-	76,980
Responsable adjoint de la gestion de l'information	-	20,340	-	-	20,340
Conseiller en communication et sensibilisation	-	98,170	-	-	98,170
Attaché de relations publiques	-	88,880	-	-	88,880
Chargé des publications	-	83,930	-	-	83,930
Gestionnaire des bases de données	-	89,660	-	-	89,660
Spécialiste de la gestion des connaissances	-	3,923	-	-	3,923
Conseiller juridique	12,075	-	-	-	12,075
Comptable de gestion	74,574	-	8,286	-	82,860
Administrateur adjoint des ressources humaines	-	-	-	14,090	14,090
Administrateur adjoint des ressources humaines	-	-	-	14,090	14,090
Prov-Heures sup., augmentation des résultats, etc.	4,280	2,140	12,840	2,140	21,400

TOTAL FRAIS DE PERSONNEL

II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT

Dépenses d'administration	10,000	11,016	90,000	-	111,016
Frais généraux	144,000	176,860	359,800	60,500	741,160
Consultants	-	11,500	20,000	8,000	39,500
Réunions/Conférences	100,000	13,000	10,000	10,000	133,000
Formation - États et territoires océaniques	-	37,500	-	-	37,500
Détachements - Pays et territoires océaniques	-	-	-	-	-
Assistance dans les pays	-	19,500	-	-	19,500
Manifestations spéciales	43,000	16,500	10,000	-	69,500
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-

TOTAL FRAIS DE FONCTIONNEMENT

III. FRAIS D'INVESTISSEMENT

Dépenses d'investissement

TOTAL FRAIS D'INVESTISSEMENT

TOTAL GÉNÉRAL

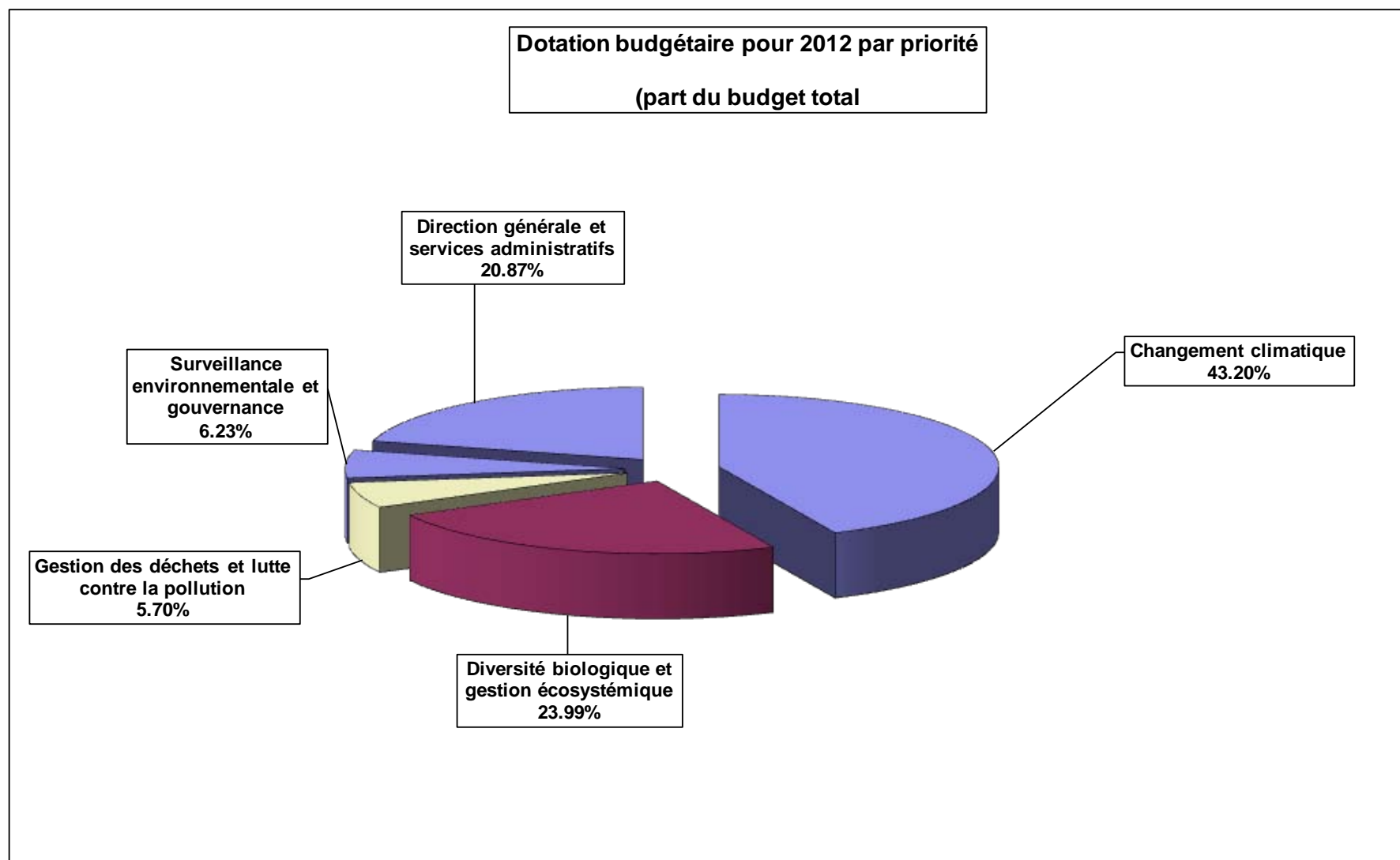
5.1.0.1 Dépenses prévues	5.2.0.1 Dépenses prévues	5.3.0.1 Dépenses prévues	5.4.0.1 Dépenses prévues	2013 DÉPENSES PRÉVUES
245,590	-	-	-	245,590
173,430	-	-	-	173,430
22,090	-	-	-	22,090
24,810	-	-	-	24,810
-	98,450	-	-	98,450
-	79,820	-	-	79,820
-	-	113,410	-	113,410
-	-	-	100,840	100,840
-	-	-	63,480	63,480
-	-	24,810	-	24,810
-	23,830	-	-	23,830
-	-	13,490	-	13,490
-	-	-	11,140	11,140
-	-	10,180	-	10,180
-	-	8,380	-	8,380
-	-	20,930	-	20,930
-	-	8,380	-	8,380
-	-	85,470	-	85,470
-	-	77,620	-	77,620
-	-	16,440	-	16,440
-	-	14,880	-	14,880
-	-	14,880	-	14,880
-	16,610	-	-	16,610
-	-	8,380	-	8,380
-	-	20,340	-	20,340
-	89,440	-	-	89,440
-	76,980	-	-	76,980
-	20,340	-	-	20,340
-	98,170	-	-	98,170
-	88,880	-	-	88,880
-	83,930	-	-	83,930
-	89,660	-	-	89,660
-	3,923	-	-	3,923
12,075	-	-	-	12,075
74,574	-	8,286	-	82,860
-	-	-	14,090	14,090
-	-	-	14,090	14,090
4,280	2,140	12,840	2,140	21,400
556,849	772,173	458,716	205,780	1,993,518
10,000	11,016	90,000	-	111,016
144,000	176,860	359,800	60,500	741,160
-	11,500	20,000	8,000	39,500
100,000	13,000	10,000	10,000	133,000
-	37,500	-	-	37,500
-	-	-	-	-
-	19,500	-	-	19,500
43,000	16,500	10,000	-	69,500
-	-	-	-	-
297,000	285,876	489,800	78,500	1,151,176
-	20,500	61,000	-	81,500
-	20,500	61,000	-	81,500
853,849	1,078,549	1,009,516	284,280	3,226,194

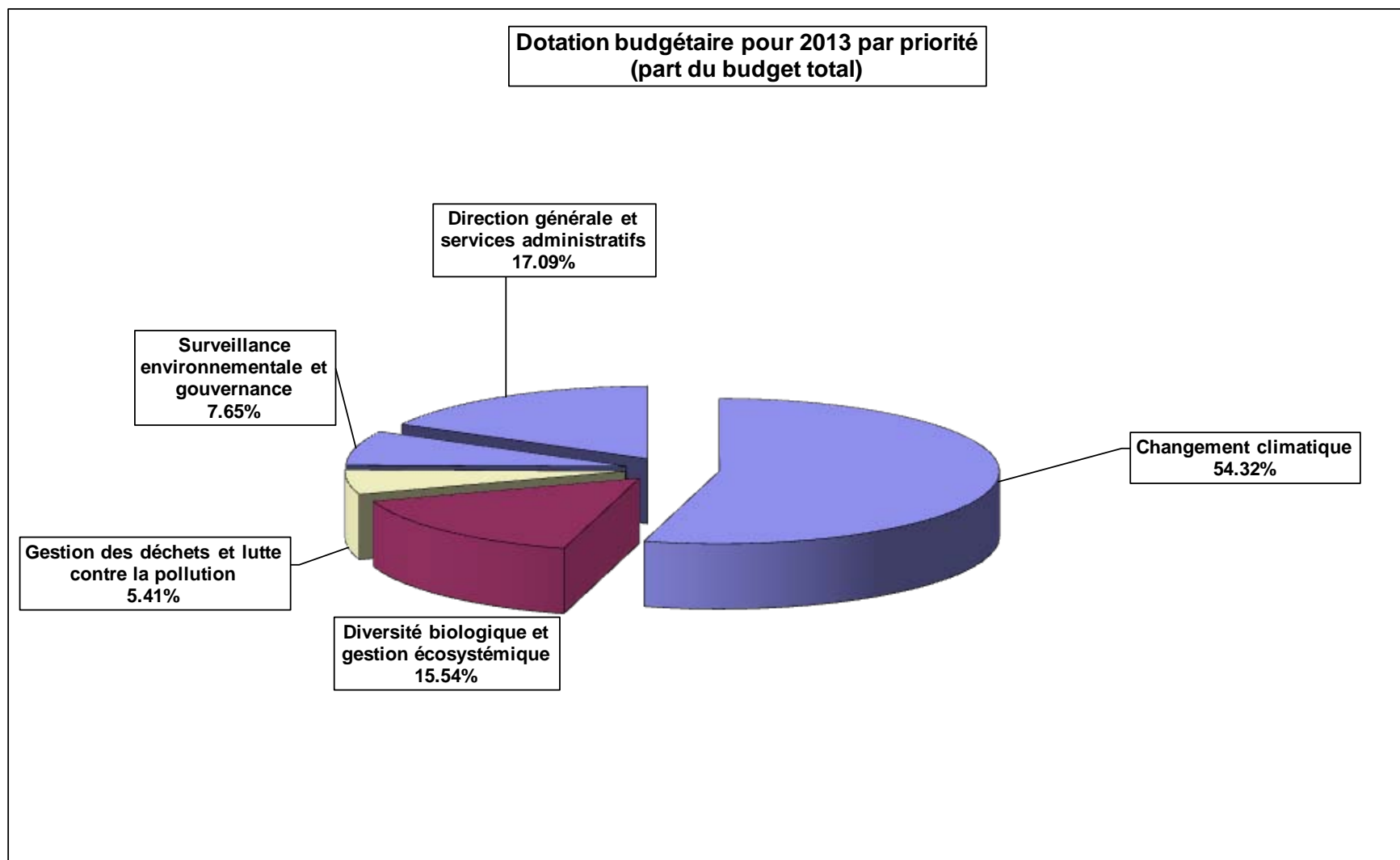
Cibles

5.1.0.1	Direction générale
5.2.0.1	Information et communication
5.3.0.1	Finance et administration
5.4.0.1	Ressources humaines

**BUDGET DES SERVICES ADMINISTRATIFS
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Honoraires des commissaires aux comptes		25,000
Frais bancaires		10,000
Acquisitions de capital		
- Matériel de bureau	2,500	
- Matériel informatique	24,000	
- Équipement	<u>55,000</u>	81,500
Frais de communication		54,860
Consultants		28,000
Électricité		118,000
Pertes de change		55,000
Assurance		96,800
Déplacements officiels		
- Vols	81,500	
- Indemnités journalières	<u>51,500</u>	133,000
Dépenses diverses		11,016
Véhicules automobiles		10,000
Fournitures de bureau		10,200
Réceptions officielles		10,000
Affranchissement et frais de port		13,000
Impression et publications		51,200
Réparations et entretien		
- Bâtiments	30,000	
- Mobilier et matériel de bureau	15,000	
- Entretien des espaces extérieurs	11,500	
- Autre	<u>0</u>	56,500
Sécurité		26,700
Logiciels		69,300
Conférence du PROE		
- Vols	20,000	
- Indemnités journalières	15,000	
- Traduction et interprétation	140,000	
- Autres dépenses	<u>8,000</u>	183,000
Avantages sociaux		9,000
Perfectionnement du personnel		50,000
Fournitures de bureau		7,000
Cotisations/redevances de licences		17,600
Traduction et interprétation		<u>6,000</u>
Total frais de fonctionnement et d'investissement		<u>\$1,132,676</u>





Évolution du budget entre 2002 et 2013

